mai 1978

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

mensuel n° 49
3ff 30 FB/2 FS/0,70 cts can.

sommaire

FRANCE

APRES LES ELECTIONS
OUVERTURE ... VERS L' INSTABILITE

• Ces messieurs qui animent les organisations politiques de la bourgeoisie comme l'ensemble de la classe capitaliste française se retrouvent aujourd'hui confrontés à la situation que nous résumions dans notre précédent journal à travers ce simple titre : "Après l'opium électoral, les réalités de la crise".

Ces réalités sont d'abord sensibles pour nous, prolétaires, quand la bourgeoisie porte des fers toujours plus brûlants, au nom des "nécessités du capital national", sur le vif de notre exploitation. Certes, ceci est clair : la bourgeoisie n'a effectivement pas tardé, au lendemain des élections, à nous présenter une nouvelle tranche de mesures dont elle a réussi à retarder, ces dernières années, les effets -ou tout au moins à les masquer du mieux possible derrière un langage électoral tout rempli des creuses promesses de divers "programmes". C'est l'annonce de nouveaux licenciements dans la sidérurgie lorraine et le textile, de la fermeture de petites et moyennes entreprises en Alsace de la suppression d'emplois dans la chimie ; c'est la hausse de plusieurs produits de consommation courante -comme le pain- et des tarifs des services publics (de 8 à 15 %).

Il faut maintenant payer la note: on nous la présente de la main droite, la main gauche n'aurait pas moins salé l'addition.

Mais quelles sont les conséquences de cette crise sur la vie de la bourgeoisie elle-même ?

Pour chaque Etat, ainsi que nous le rappelions le mois dernier, l'orientation de la politique bourgeoise est nécessairement conditionnée selon trois axes :
- face aux secteurs les plus anachroniques de la société ;
- face à la classe ouvrière ;
- face aux autres Etats dans la guerre commerciale.

En France, pour prétendre au maintien d'un équilibre relatif, cette politique est actuellement soumise à plusieurs conditions :
- la détermination à réduire l'anarchie "libérale" de la production à travers la tentative de contrôle direct par l'Etat de secteurs de plus en plus larges de l'économie, exprimant notamment la nécessité de s'attaquer aux secteurs les plus archaïques et les moins rentables qui constituent un frein traditionnellement important pour la compétitivité du capital national ;
- l'aptitude à faire accepter à la classe ouvrière les mesures d'austérité qui doivent être mises en place devant la montée inflationniste et le ralentissement de l'activité économique et à juguler les risques d'explosions sociales face au mécontentement croissant que ces mesures alimentent ;
- la capacité de cautionner l'intégration grandissante dans le bloc de tutelle et d'accepter la soumission nationale au "parapluie" économique américain dans le contexte de l'aggravation des rivalités inter-impérialistes.

Tel est le tribut que doit assumer la bourgeoisie française aujourd'hui dans la faillite historique du capitalisme. Mais dans ce contexte, il va de soi que la division de cette bourgeoisie en quatre fractions dominantes d'un poids électoral sensiblement égal, loin d'être un atout de la bourgeoisie, représente un obstacle à double niveau qu'il s'agit de mettre en évidence :
- d'une part, elle constitue une sérieuse entrave au caractère unitaire des manoeuvres bourgeoises ;
- d'autre part, elle représente aussi un facteur important de déstabilisation de la vie politique.

(suite page 2)

CHOMAGE: ÇA NE FAIT QUE COMMENCER



Chômage à Détroit (USA) : 25 % des travailleurs (40 % parmi les noirs).

• Par aucun plan, par aucune restructuration, le capitalisme, qu'il soit "privé" ou "nationalisé", ne peut résorber le chômage, parce qu'il ne peut en rien améliorer la condition de la classe ouvrière à notre époque. Au contraire, toutes ces politiques constituent la panoplie diversifiée de l'Etat capitaliste pour imposer des restrictions draconiennes au prolétariat. Le chômage, qui n'a cessé d'augmenter depuis une dizaine d'années, est une des manifestations de la crise générale du capitalisme et aucune mesure prétendant y faire face n'a pu l'enrayer ; au contraire, toutes les mesures ont contribué à faire de l'Etat dans tous les pays l'organisateur d'un chômage permanent croissant qui n'est aujourd'hui qu'un avant-goût de ce qui va s'abattre sur la classe ouvrière.

En France, depuis 1968, l'accroissement du chômage équivaut à la suppression de 300 emplois par jour. Et cette réalité est celle de tous les pays industrialisés, plus forte encore pour certains tels la Belgique, l'Allemagne ou l'Italie par exemple. Si, dans ces pays, se comptent aujourd'hui plusieurs millions de chômeurs, il faut multiplier par deux, trois ou quatre le nombre d'ouvriers qui ont déjà connu momentanément le chômage et le nombre de ceux pour qui il est déjà permanent s'accroît de jour en jour. L'étalement dans le temps et la répartition d'ensemble ont permis de masquer les conséquences les plus brutales de cet accroissement. En premier lieu, c'est seulement depuis peu que des secteurs-clés de l'industrie capitaliste tels que la sidérurgie commencent à être touchés directement. Jusqu'alors petites entreprises non concurrentielles, secteurs archaïques relativement marginaux ont fourni le gros des fermetures d'usines. Ensuite, ce sont souvent ceux qui n'ont pas encore travaillé qui n'arrivent pas à trouver d'embauche plus que des travailleurs intégrés de longue date dans la production. Enfin, chômage "partiel" ou "technique", "mises" à la retraite" :

(suite page 3)

MAI 68 LA REPRISE PROLETARIENNE

Mai 68 revient occuper les vitrines des libraires. Les anniversaires sont en gênerai l'occasion d'excellentes affaires : gens avisés, les éditeurs ont appris à tirer le meilleur profit des vieilles angoisses d'une humanité encore dans sa préhistoire et qui tente de se rassurer en se réfugiant dans toutes sortes de rituels mystiques : culte du souvenir et vénération de nombres magiques. Par ailleurs, de l'intérêt bien compris des mercantis s'accommode fort bien le besoin du capitalisme de notre époque de récupérer, pour l'émasculer, toute manifestation de contestation de son système. Le rôle des révolutionnaires n'est évidemment pas de s'associer à ces manifestations de religiosité ni de participer à l'entreprise de récupération. Mais, dans la mesure où, quelles qu'en soient les raisons, mai 68 redevient -pour quelques temps- un sujet d'intérêt, que beaucoup d'aberrations seront écrites ou dites à cette occasion, ils se doivent de rappeler leurs analyses afin que l'étude de cet événement soit autre chose qu'une simple marchandise, qu'elle participe activement à la prise de conscience de la classe révolutionnaire.

Rappeler leurs analyses, disons-nous. Effectivement,les révolutionnaires n'ont pas mis dix ans pour comprendre la signification profonde de mai 68. Aussi, nous consacrons cette première partie d'un article sur les leçons de cette expérience de la classe ouvrière à reproduire de larges extraits de ce que nous écrivions en 1968.

• En 1968, un groupe s'était taillé une certaine célébrité au cours du mouvement et exerçait une influence non négligeable sur beaucoup d'éléments en recherche vers des positions révolutionnaires. Il s'agit de la défunte "Internationale Situationniste". Sur beaucoup de points, cette organisation défendait des positions révolutionnaires, mais, par ailleurs, ses analyses comportaient de très graves faiblesses et c'est contre ces faiblesses que nous avions engagé le fer dans le n° 2 de "Révolution Internationale" (ancienne série). En particulier, l'IS voyait fondamentalement dans mai 68, suivant son livre "Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations", une révolte contre "l'ennui de la vie quotidienne", contre "la société du spectacle" et contre l'aliénation. A cela nous répondions :

...Le capitalisme produit nécessairement les aliénations qui lui sont propres dans son existence et pour sa survie, et ce n'est pas dans leur manifestation que se rencontre le moteur de son dépérissement. Tant que le capitalisme dans ses racines, c'est-à-dire comme système économique, reste viable, aucune volonté ne saurait le détruire.

C'est donc dans ces racines que la critique théorique radicale doit déceler les possibilités de son dépassement révolutionnaire.

...Tous les penseurs marxistes ont insisté sur le fait que pour qu'on puisse parler d'une période révolutionnaire, "il ne suffit pas que les ouvriers ne veulent plus, il faut encore que les capitalistes ne puissent plus continuer comme auparavant". Et voilà l'IS qui se prétend être quasiment l'unique expression théorique organisée de la pratique révolutionnaire d'aujourd'hui, qui bataille exactement dans le sens contraire. Les rares fois où surmontant son aversion, elle aborde dans le livre les sujets économiques, c'est pour démontrer que le nouveau départ de la révolution s'opère non seulement indépendamment des fondations économiques de la société mais encore dans un capitalisme économiquement florissant: "On ne pouvait observer aucune tendance à la crise économique... L'éruption révolutionnaire n'est pas venue d'une crise économique... ce qui a été attaqué de front en mai, c'est l'économie capitaliste FONCTIONNANT BIEN".

Ce qu'on s'acharne à démontrer évidemment ici, est que la crise révolutionnaire et la situation économique de la société sont deux choses complètement séparées, pouvant évoluer et évoluant en fait chacune dans un sens qui lui est propre, sans relations entre elles. On croit pouvoir appuyer cette "grande découverte" théorique dans les faits, et on s'écrie triomphalement : "ON NE POUVAIT OBSERVER AUCUNE TENDANCE A LA "CRISE" ECONOMIQUE" !!

Aucune tendance ? Vraiment ?

Fin 1967, la situation économique en France commence à donner des signes de détérioration. Le chômage menaçant commence à préoccuper chaque jour davantage. Au début de 1968, le nombre des chômeurs complets dépasse les 500 000... Le chômage partiel s'installe dans beaucoup d'usines et provoque des réactions parmi les ouvriers. Plusieurs grèves sporadiques ont la question du maintien de l'emploi et du plein emploi pour cause directe. Ce sont surtout les jeu-

(suite page 3)

LIBAN: DERRIERE LES SOLDATS DE LA PAIX, LES BRIGANDAGES IMPERIALISTES

(Voir page 4)

CRISE POLITIQUE (suite de la page 1)

Dans notre "Rapport sur la situation en France" (RI n° 45 de janvier 78), nous avions montré que ces nécessités orientaient la France vers une politique de "centre gauche" et dans notre dernier numéro, nous précisions que le gouvernement reconduit par les urnes ne pouvait que rechercher une alliance avec le PS, en tant que parti le plus adapté face à la situation présente.

Nous notions également que depuis 74, le gouvernement giscardien n'avait cessé de tendre la main vers cette ouverture.

Mais, diront certains, cette ouverture ne s'est guère traduite dans la composition du gouvernement Barre III, si peu différent des précédents. Ce serait sérieusement sous-estimer les "pesanteurs sociales" que représente une fraction comme le RPR, héritière du programme gaulliste qui, pendant plus de quinze ans a dominé la vie politique française, fraction qui reste électoralement encore le premier parti de France.

Le gouvernement qui ne peut entreprendre une politique d'ouverture que s'il parvient à marginaliser et à réduire cette fraction, lui, a conscience de ces "pesanteurs". On a vu le RPR bloquer ce cours d'ouverture lors de la nomination aux présidences des commissions parlementaires où alors que le gouvernement était tout disposé à confier deux de ces postes sur six au PS, alors même que le PS ne restait pas insensible à ces offres, l'opposition farouche livrée par le RPR à ce projet conduisait Giscard à réduire à un seul fauteuil les honneurs proposés, lui assignant un caractère dérisoire et rendant inutile toute "compromission" du PS. C'est pourquoi le gouvernement s'emploie à scinder l'unité du RPR en tentant, comme il n'a cessé de le faire depuis 74, d'annexer les parties de son état-major à son action assurant soigneusement le dosage de RPR dans la répartition die portefeuilles ministériels.

On ne peut toutefois qu'être frappé d'étonnement par l'analyse de certains autres tels que : "Jeune Taupe !" qui, dans l'éditorial de son numéro 20 déclare : "Contrairement à ce que les analystes bourgeois veulent faire croire... ce n'est pas l'UDF -rassemblement hétéroclite de mini-partis- qui a été le grand vainqueur du camp de la droite (entendez : dans les élections), mais bien Chirac et le RPR qui, grâce à une propagande "musclée" et en reprenant tous les thèmes nationalistes habituels du gaullisme, ont permis à leur courant de remonter la pente au bas de laquelle les avaient conduits les 15 % de Chaban en 74".

Il ne faut quand même pas confondre photographie de résultats électoraux et analyse politique ! Le fait que Chaban, naguère gardien de l'orthodoxie gaulliste et mis "en réserve de la République" après son échec aux présidentielles refasse aujourd'hui surface comme courtier de Giscard en milieu RPR, le fait qu'inversement apparaissent comme chef de file du "gaullisme historique" un Chirac, un des "40" tout premiers à rallier le camp giscardien en 74 et un Edgar Faure, image même du sous-marin politique qui depuis la IVème république aura abordé à tous les rivages donne une idée non de la force mais de l'état de décomposition du courant gaulliste. Ce que représente avant tout le RPR pour la bourgeoisie aujourd'hui, c'est une hypothèque qu'il faut lever. Rassembleur du mécontentement de couches petites-bourgeoises condamnées par le capitalisme, le RPR constitue un obstacle en ce qu'i" est porteur d'un programme qui, sur un point essentiel : l'indépendance nationale à regard des blocs, est complètement dépassé.

Quant à la "Jeune Taupe", il faut espérer que ses vues passablement myopes ne s'aqgraveront pas avec l'âge.

A gauche, ce sont les mêmes problèmes qui surgissent et parallèlement la même tâche incombe au PS : se dégager de l'alliance avec le PC dans le Programme Commun. Cette alliance à travers son pouvoir mystificateur a permis au PS de redorer son blason en moins de 10 ans.

Mais ce tremplin, une fois passée l'échéance électorale, devait devenir un obstacle et cela indépendamment des résultats des élections (cf. encore RI n°45 de janvier 78), en regard des fonctions que le PS est appelé à terme à jouer à la tête de l'Etat. Cependant, une telle évolution qui représente un renversement à 180 ° des alliances du PS ne s'effectue pas du jour au lendemain, eu égard surtout au fait qu'une bonne majorité de l'électorat du PS lui a été acquise sur la base du programme commun.

Les préparatifs à de tels bouleversements qui s'opèrent depuis de longs mois sous la poussée des besoins du capital national atteignent actuellement, au lendemain des élections, dans l'enchevêtrement des contradictions qu'ils animent, une phase sans retour : la déstabilisation de la vie politique française. Le statu quo n'est plus possible mais chaque fraction reste empêtrée dans le jeu de ses alliances antérieures. La crise politique de la bourgeoisie est devenue ouverte. Avant les élections, on pouvait observer une alternance régulière entre les"crises" de la droite et les "crises" de la gauche. Aujourd'hui, ces crises se sont constituées en facteurs permanents qui évoluent parallèlement. Les séquelles de cette situation se répercutent au niveau de chaque fraction en proie à des tiraillements internes : crise au sein de RPR sur l'attitude à adopter devant le gouvernement, appels de sémaphore de ce celui-ci à l'union autour de lui, alors qu'il se compose déjà d'un bloc hétérogène de circonstance, division au sein du PS sur la position à tenir à la fois par rapport au PC et par rapport au gouvernement, conflits au sein du parti stalinien sur le langage à adopter par rapport au PS et à l'euro-communisme, désarroi enfin chez les gauchistes après l'éclatement du Programme Commun.

Au milieu de ce bourbier où la bourgeoisie commence à s'enliser s'ajoute une autre difficulté pour elle ; alors qu'elle avait joué à fond ses cartes sur le terrain électoral, elle va se retrouver démunie d'un important atout de mystification : les élections, jusqu'en 1981 car elle aura bien du mal à mobiliser la "masse citoyenne" sur le les malheureuses élections au parlement européen !

Pour la bourgeoisie elle-même, les "réalités de la crise" ne sont pas un vain mot. Mais pour la classe ouvrière, l'installation de la bourgeoisie dans une instabilité politique permanente, ce n'est ni une réalité indifférente, ni une vaine analyse théorique. Dans le rapport de force entre les classes, cela signifie la réalisation d'une des conditions matérielles à l'ouverture d'un cours révolutionnaire :

"**IL NE SUFFIT PAS QUE CEUX D'EN-BAS NE VEUILLENT PLUS, MAIS IL FAUT ENCORE QUE CEUX D'EN-HAUT, NE PUISSENT PLUS CONTINUER A VIVRE COMME AUPARAVANT**" (Lénine : "La faillite de la Deuxième Internationale").

Y.D.

MAREE NOIRE : UNE GOUTTE D'EAU SALE DANS UNE MER DE BARBARIE

•"Marée noire, marée du capital...
"C'est le capitalisme qui pollue..!'
"La responsable, c'est la course au profit", tous ces slogans qui se sont bien sûr criés dans les manifestations provoquées par le désastre de l'"Amoco-Cadiz" sont justes en eux-mêmes, comme parfaitement fondées sont l'indignation et la colère populaires qu'elles ont fait entendre en Bretagne et ailleurs. A quelque niveau qu'on la prenne, c'est trop évident, l'affaire de l'Amoco Cadiz ne peut que donner l'occasion de vérifier à quel point ce pseudo-accident ne doit rien à la fatalité sui generis mais à la nature même du capitalisme : le pétrolier lui-même, un de ces monstres navals que le capitalisme lance sur l'eau en sacrifiant leur sécurité de navigation à la capacité transporteuse ; espèce de Fort-Knox flottant bourré d'or noir dont chaque heure de plus en mer coûte une fortune en prix de navigation et en capitaux immobilisés (ces deux raisons justifiant bien que le maximum de risques de pilotage sont pris et quelques réglementations maritimes baffouées). La lutte contre le sinistre, à l'autre plan, et qu'est-ce-qu'on voit? Des compagnies de remorquage qui font davantage preuve de la cupidité de "naufrageurs" que d'esprit secourable ; un gouvernement français qui a le souci premier de ne froisser aucun des puissants intérêts nationalo-juridico-financiers impliqués dans l'histoire avant que d'apporter les moyens élémentaires de lutte contre l'expansion du mazout, puis une assistance non symbolique aux populations éprouvées... Oui, le dénominateur commun à toutes ces aberrations est bien le capitalisme et sa logique mercantile.

Soit. Mais il y a en plus le battage éhonté qui s'est fait sur la pollution des côtes bretonnes. La pollution bourgeoise, c'est ça aussi !| C'est vraiment tout l'orchestre idéologique de la classe dominante, radio, TV, presse-du "Parisien Libéré" à "Rouge"-qui y est allé de ses flonflons abrutissants. C'est une véritable marée d'intoxication qui a déferlé sur les esprits justement émus par la catastrophe pour les détourner de ce qu'ils en ont principalement à comprendre. Là-dedans, il n'est pas seulement risible mais proprement sinistre d'assister aux attendrissements des bonnes âmes de la bourgeoisie, broyeuse de chairs humaines pour en extraire le suc de la plus-value, devant les massacres des oiseaux , des poissons et autres coquillages. Mais vraiment, il n'a pas fallu attendre que le tanker libérien s'échoue à Portsall pour que nous prenions la mesure de tout le pouvoir destructeur du capitalisme sur la nature et les hommes. Prolétaires, travailleurs, c'est quotidiennement, à l'usine, au bureau, dans nos lieux d'habitation, que nous subissons les leçons de la barbarie capitaliste. Depuis les accidents mortels (ou non) du travail jusqu'aux guerres incessantes et menaçant de se généraliser en embrasement mondial, le capitalisme n'arrête pas de nous asséner les preuves frappantes de sa sauvagerie. Alors, dans une mer de barbarie permanente, la marée noire ne peut être qu'une toute petite goutte d'eau sale. L'anarchie et l'absurdité criminelles sont tellement la règle usuelle dans la société mourante du capital que le seul coup d'arrêt possible à tous ses effets dévastateurs partiels, c'est sa disparition pure et simple pour sauver l'humanité. Et cela non pas comme le souhaitent les représentants des couches arriérées de la bourgeoisie (régionalistes bretonnants, ou corses, par exemple) par une régression au stade antérieur de société, nullement plus harmonieuse en soi, que la force progressiste du capitalisme a supplantée au 19ème s., mais par un bond révolutionnaire vers le communisme dont la lutte prolétarienne est le seul réel protagoniste.

Mais pour déclinante qu'elle soit et mise en accusation devant l'histoire, il ne faut pas s'imaginer la bourgeoisie dépourvue de tout ressort. Là-dessus, l'affaire de l'Amoco Cadiz nous éclaire.

Il est certain que marins-pêcheurs, goémonniers, poissons et oiseaux peuvent crever la gueule ouverte, ce n'est pas d'eux que la bourgeoisie, en France en l'occurence, a cure d'abord, mais des moyens d'affronter la crise économique. Son rêve serait de pouvoir arrimer la nation entière, soudée en un seul bloc cohésif, au char du capital et de l'Etat. Mais c'est un rêvelque seules les circonstances ultimes de la guerre mondiale lui permettent de réaliser justement parce qu'elle n'aura pas pu venir à bout de la crise (mais cependant réussi à écraser la classe ouvrière pour l'envoyer se faire massacrer dans les intérêts du capital national). Ce qui n'empêche pas les prémices de cet hymen sacré de se dessiner longtemps à l'avance Le sinistre de la Bretagne a ainsi été l'occasion pour une sorte de préfiguration de la grande réconciliation nationale de la bourgeoisie française. Au cours d'une campagne solidariste qui n'est pas finie, n'a-t-on pas vu maires chiraquiens, giscardiens comme communistes faire assaut de civisme, et inciter, par voie d'affiches officielles, leurs administrés à se porter aide volontaire ou à faire dons généreux en bottes et cirés ? On admire, ô dérision, les petits soldats anti-militaristes du Larzac et de Malville tirant la raclette sur les plages engluées aux côtés des bidasses et sous les ordres des gradés de l'armée française. On touche le fond de la contestation des écologistes, ces fiers apôtres petits-bourgeois de la société anti-autoritaire et non-violente qui, apparemment, peuvent concilier leur aspiration à celle d'un Etat policier bon teint, puisqu'ils offrent maintenant leur vaillant concours à la police maritime dans la répression des contrevenants aux règlements de navigation, dégazeurs sauvages et bâtiments battant pavillon plus ou moins de complaisance. On a assisté enfin, à Brest, au défilé coude à coude des jeunesses du PC et des militants de la LCR, du PCMLF (maoïste) s'époumonnant dans un unanime cri de protestation : <u>pour un capitalisme propre</u> !

Peu importent les mots exacts, c'est ce que, au fond, ils disent réellement qui compte. Et c'est dire qu'un capitalisme propre peut exister que de crier à tue-tête : la marée noire n'est pas une fatalité ! sans jamais dire que cela est vrai sous la condition qu'on détruise le capitalisme qui la rend fatale ; qu'on mette à bas l'Etat bourgeois au lieu d'être contraints à lui réclamer des dommages pour ses exactions.

Un capitalisme propre, c'est de notre point de vue de classe ouvrière, une aberration monstrueuse. C'est exiger d'un système dont la salissure de tout ce qui est humain, dont l'asservissement du vivant au mort, la marchandise sacralisée, est le fondement, l'essence même, qu'il soit autrement.

Mais ne soyons pas na'ifs, ce n'est pas de ce point de vue que gauche (PC, PS) et gauchistes (LCR, OCT, LO, PCMLF) se rangent mais de celui de la bourgeoisie, et alors il n'y a plus d'incohérence dans leur attitude, mais tout juste une aptitude plus ou moins grande à comprendre et servir les intérêts de leur classe.

Ces charognards, pas moins que leurs congénères droitiers, savent en tout cas toujours, assez tirer, même de la misère la plus désolante du capitalisme, parti utile à ce dernier. Des mots pour fraterniser avec les victimes de la marée noire, pour incriminer le gouvernement, ils en ont plein la bouche, mais ce n'est que pour mieux mettre en valeur leur propre conception étatique du capitalisme, (ce n'est d'ailleurs que trop vrai que le capitalisme dans sa décadence historique à la nécessité de s'étatiser).

Ainsi leur accusation de la course au profit prend son sens dans leur vision de l'Etat qui monopolise toute l'activité économique. Leur dénonciation virulente (PC et gauchistes) des multinationales (la Shell en l'occurence), n'est que l'expression radicale de leur nature de partis du capital national acharnés à ranger l'initiative des capitalistes privés à la botte de l'Etat centralisateur et despotique. Cet acharnement est même poussé à la caricature chez les gauchistes (LCR) qui vont jusqu'à réclamer la nationalisation des compagnies de remorquage !

Pour les ouvriers et les couches travailleuses en général cela ne peut que promettre, non l'amendement du capitalisme mais le renforcement de l'exploitation que les trotskystes ont le culot de leur demander de contrôler, comme aujourd'hui ils réclament que l'indigence des moyens de lutte contre la marée noire soit "contrôlée" par les victimes.

Ces maquignons de la classe ouvrière ont des larmes hypocrites pour déplorer l'augmentation du chômage que va occasionner le marasme consécutif au sinistre breton. Leur vrai mépris des ouvriers, ils le manifestent, là encore, en faisant la proposition d'une sorte de service civil contre la marée noire enrôlant, pourquoi pas, les chômeurs, qui de la sorte ne traîneraient pas oisivement dans les rues.

On se souvient de la CGT qui était très fière de promener les chômeurs en excursion sur les plages. Eh bien, ce n'est pas le PCMLF qui démentira, la marée noire offre l'occasion d'amortir cette initiative en somme coûteuse pour le capital en apparence d'utilité publique. En les payant ou non au SMIC, le capitalisme jette et jettera de plus en plus les chômeurs sur le sable... avec des pelles et des seaux pour le nettoyer. Voilà comment le capitalisme, toujours "réconcilié" quand il s'agit de sa survie, se rend propre.

Mx

MAI 68 (suite de la page 1)

nés qui sont touchés en premier lieu et qui ne parviennent pas à s'intégrer dans la production. La récession dans l'emploi tombe d'autant plus mal que se présente sur le marché du travail cette génération de l'explosion démographique qui a suivi immédiatement la fin de la 2ème guerre mondiale. Un sentiment d'insécurité du lendemain se développe parmi les ouvriers et surtout parmi les jeunes. Ce sentiment est d'autant plus vif qu'il était pratiquement inconnu des ouvriers en France depuis la guerre.

Concurremment, avec le désemploi et sous la pression directe, les salaires tendent à baisser et le niveau de vie des masses se détériore. Le gouvernement et le patronat profitera naturellement de cette situation pour attaquer et aggraver les conditions de vie et de travail des ouvriers (voir par exemple les décrets sur la sécurité sociale). De plus en plus, les masses sentent que c'en est fini de la belle prospérité. L'indifférence et le je-m'en-foutisme, si caractéristiques et tant décriés des ouvriers, au long des derniers 10-15 ans, cèdent la place à une inquiétude sourde et grandissante.

Il est assurément moins aisé d'observer cette lente montée de l'inquiétude et du mécontentement chez les ouvriers, que des actions spectaculaires dans une faculté. Cependant, on ne peut continuer à l'ignorer après l'explosion de Mai, à moins de croire que 10 millions d'ouvriers aient été touchés un beau jour par l'Esprit-Saint de l'anti-spectacle. Il faut bien admettre qu'une telle explosion massive repose sur une longue accumulation d'un mécontentement réel de leur situation économique et de travail, directement sensible dans les masses, même si un observateur superficiel n'en a rien aperçu.

...Malgré les fanfaronnades des milieux officiels, la situation économique préoccupe de plus en plus le monde des affaires, comme le témoigne la presse économique du début de l'année. Ce qui inquiète n'est pas tant la situation en France, qui occupe alors une place privilégiée, mais le fait que cette situation d'alourdissement s'inscrit dans un contexte d'essoufflement économique à l'échelle mondiale, qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions en France. Dans tous les pays industriels, en Europe comme aux USA, le chômage se développe et les perspectives économiques s'assombrissent. L' Angleterre, malgré une multiplication des mesures pour sauvegarder l'équilibre, est finalement réduite fin 1967 à une dévaluation de la livre, entraînant derrière elle la dévaluation dans toute une série de pays... Le premier janvier 1968, c'est au tour de Johnson de pousser un cri d'alarme et d'annoncer des mesures sévères indispensables pour sauvegarder l'équilibre économique. En mars, éclate la crise financière du dollar. La presse économique chaque jour plus pessimiste, évoque de plus en plus le spectre de la crise de 1929, et beaucoup craignent des conséquences encore plus graves...

Parallèlement, la même détérioration se manifeste à l'Est dans le bloc russe, ce qui explique la tendance des pays comme la Tchécoslovaquie et la Roumanie à se détacher de l'emprise soviétique et à chercher des marchés à l'extérieur.

Tel est le fond de la situation économique d'avant Mai.

Bien sûr, ce n'est pas la crise économique ouverte, d'abord parce que ce n'est que le début, et ensuite parce que dans le capitalisme actuel, l'Etat dispose de tout un arsenal de moyens lui permettant d'intervenir afin de pallier et partiellement, d'atténuer momentanément les manifestations les plus frappantes de la crise.

...La crise de 1929 a éclaté après de lourdes défaites du prolétariat international, la victoire de la contre-révolution russe s'imposant complètement par sa mystification du "socialisme" en Russie, et le mythe de la lutte anti-fasciste. C'est grâce à ces circonstances historiques particulières que la crise de 1929 qui n'était pas conjoncturelle mais bien une manifestation violente de la crise chronique du capitalisme en déclin, pouvait se développer et se prolonger de longues années, pour déboucher finalement dans la guerre et la destruction généralisée. Tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Le capitalisme dispose de moins en moins de thèmes de mystifications capables de mobiliser les masses et de les jeter dans le massacre. Le mythe russe s'écroule, le faux dilerone démocratie bourgeoise contre totalitarisme est bien usé. Dans ces conditions, la crise apparaît dès ses premières manifestations pour ce qu'elle est. Dès ses premiers symptômes, elle verra surgir dans tous les pays, des réactions de plus en plus violentes des masses. Aussi, c'est parce qu'aujourd'hui la crise économique ne saurait se développer pleinement, mais se transforme dès ses premiers indices en crise sociale, que cette dernière peut apparaître à certains comme indépendante, suspendue en quelque sorte en l'air, sans relation avec la situation économique qui cependant la conditionne.

Pour bien saisir cette réalité, il ne faut évidemment pas l'observer avec des yeux d'enfant, et surtout ne pas rechercher la relation de cause à effet d'une façon étroite, immédiate et limitée à un plan local de pays et de secteurs isolés. C'est globalement, à l'échelle mondiale , qu'apparaissent clairement les fondements de la réalité et les déterminations ultimes de son évolution. Vu ainsi, le mouvement des étudiants qui luttent dans toutes les villes du monde, apparaît dans sa signification profonde et sa limite. Si les combats des étudiants, en Mai, pouvaient servir comme détonateur du vaste mouvement des occupations des usines , c'est parce que, avec toute leur spécificité propre, ils n'étaient que les signes avant-coureur d'une situation s'aggravant au coeur de la société, c'est-à-dire dans la production et les rapports de production.

Mai 1968 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation économique mondiale allant en se détériorant".
("Comprendre Mai", RI n°2, fév. 69).

Cette dernière conclusion se passe presque de commentaires : dix années d'aggravation inexorable de la crise du capitalisme et de surgissements de la classe (automne 69 en Italie, décembre 70 en Pologne, grèves sauvages en Angleterre, USA, Scandinavie, Allemagne, sans compter les différentes émeutes ouvrières du tiers-monde) ont démontré toute la validité de cette perspective qui, à l'époque, était bien loin d'être partagée dans le milieu révolutionnaire.

oOo

Dans un prochain article, nous reviendrons pour les combattre sur les différentes interprétations erronées ou frauduleuses qui ont pu le développer sur mai 68.

COHN-BENDIT
LES ANCIENS COMBATTANTS SONT FATIGUES

• En 1968, Daniel Cohn-Bendit parlait avec raison de "crapules staliniennes" en évoquant Georges Séguy et ses acolytes. Georges Séguy, de son côté, qui, visiblement, ne regardait pas la télévision ni ne lisait les journaux, demandait : "Cohn-Bendit, qui est-ce ?" Il ne lisait même pas "l'Humanité", car, sinon, il aurait appris par la plume de Georges Marchais, que c'était un jui... pardon, un "anarchiste allemand" faisant partie de "ces faux révolutionnaires (qui) doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes" (3 mai 68). Et quand ce pouvoir gaulliste a expulsé "Dany" de France (n'était-ce pas un allemand ?), ni le PCF, ni la CGT n'ont levé le petit doigt pour protester alors que des centaines de milliers de manifestants criaient "les frontières, on s'en fout !"

Aujourd'hui, Daniel Cohn-Bendit écrit à Georges Séguy, qualifié en la circonstance de "un des représentants des forces démocratiques en France", pour lui demander "d'intervenir publiquement pour la levée de la mesure discriminatoire" qui l'a frappé depuis 68. Et Georges Séguy s'empresse d'écrire au ministre de l'intérieur pour donner suite à la demande : visiblement, il est meilleur lecteur de "l'Humanité" que par le passé. Il a dû d'ailleurs s'y faire une idée pas trop défavorable de Cohn-Bendit puisque celui-ci n'y est plus présenté comme un séide du ministre de l'intérieur ni de la CIA mais benoîtement comme un "journaliste et libraire à Francfort... qui dirigea en 1968 le "mouvement du 22 mars", un groupe gauchiste qui joua un certain rôle dans le mouvement étudiant de cette époque" ("Humanité" du 12/4/78).

Qu'aujourd'hui, les staliniens se fassent les protecteurs des gauchistes après les avoir livrés à la répression n'est pas pour étonner : "eurocommunisme" oblige. Par contre, l'attitude de Daniel Cohn-Bendit afflige. Ou bien, il sait pertinemment :

1. que les staliniens ne représentent les "forces démocratiques" que lorsque cela les arrange, qu'ils restent parfaitement capables d'être à l'avant-garde de la répression (cf. leur attitude en Italie),
2. que la "démocratie" constitue une des pires mystifications pour endormir les masses exploitées et garantir leur oppression,

et alors, il fait preuve dans sa lettre d'une bonne dose d'hypocrisie. Ou bien il a oublié ces "petits détails" qu'il connaissait parfaitement en 68 et nous lui conseillons fraternellement de faire soigner son amnésie chez un bon spécialiste.

Si Daniel Cohn-Bendit, avait, mass-média aidant, été sacré "vedette" du mouvement de 68, c'est qu'il était à son image : il en exprimait la générosité, la jeunesse, l'impertinence et la fraîcheur. Malheureusement, il en exprime également la confusion. Et celle-ci ne pardonne pas quand on est incapable de s'en défaire. C'est ce qui a conduit Daniel Cohn-Bendit à soutenir (de façon "critique", évidemment) la candidature Mitterrand en 74. C'est ce qui l'a conduit aujourd'hui, parce qu'il a envie "de revoir les copains", à s'aplatir devant l'homme qui a symbolisé le mieux le "retour à l'ordre" : Georges Séguy. Décidément, les anciens combattants sont bien fatigués !

F.M.

CHOMAGE (suite de la page 1)

"contrôle de l'immigration", travail "intérimaire" ou "temporaire", versements de prétendues "indemnités", ont été des artifices essentiels obscurcissant la globalité du problème derrière l'écran des "particularités", des "qualifications", des "erreurs de gestion" d'une "conjoncture" dite "momentanée". Sur de nombreux points, c'est de la situation dans les pays les plus faibles qu'on peut dégager les grandes lignes des perspectives qui attendent le prolétariat dans le monde entier. Le chômage et l'incapacité du capital à assurer un minimum vital font qu'un travailleur avec un salaire de misère doit faire vivre dix, douze, vingt personnes. Les restrictions dans tous les domaines acculent de plus en plus les sans-travail à la famine et à la misère. Là, l'Etat capitaliste emploie directement la répression face aux émeutes de la faim, encadre la population dans des camps de concentration, institue le "service civil" obligatoire, travaux forcés, etc. L'aspect massif y est surtout celui de l'incapacité du capitalisme à intégrer des populations entières qu'il a privées de tout moyen de survie par le pillage et les ravages des guerres impérialistes -dites "coloniales" ou "nationales"- sauf à les enrôler chaque fois dans de nouveaux combats fratricides de ses guerres localisées.

Cette situation dramatique n'est pas le fait d'arriérations capitalistes nationales en elles-mêmes mais les conséquences de la crise mondiale dont les maillons les plus faibles et donc les plus fortement touchés du système capitaliste ne font que révéler la barbarie. Au fur et à mesure que la crise s'approfondit, le chômage, aujourd'hui individualisé et particularisé, va, dans les métropoles industrielles, imprégner de plus en plus l'ensemble de la vie sociale, de la vie quotidienne de la classe ouvrière : dans chaque famille, des chômeurs ; dans chaque quartier, des usines fermées ; pour chaque travailleur, la menace du licenciement ; pour chaque chômeur, les difficultés à réembaucher.

Dans un premier temps, ce fléau qui s'abat sur la classe ouvrière provoque un certain désarroi, une hésitation à la lutte. Là où l'emploi n'est pas assuré, il est plus difficile d'engager un combat : ceci a déjà joué en France où les grèves ont souvent démarré plus facilement dans le secteur "nationalisé" où l'Etat prétend donner la sécurité de l'emploi que dans d'autres secteurs où c'est face aux plans de débauchage directement que les grèves se sont engagées.

Mais cette situation, à partir d'un certain degré, recèle, dans une période où la classe ouvrière n'a pas subi de défaite massive, un potentiel énorme de dépassement des divisions que le capitalisme entretient.

- La bourgeoisie peut de moins en moins se permettre d'assurer des emplois stables : elle est contrainte de s'attaquer au niveau de vie des ouvriers dans tous les secteurs, d'imposer l'austérité à l'ensemble de la société.

- Les licenciements massifs et le nombre croissant de chômeurs empêchent de faire du chômeur un "citoyen" individuellement sans emploi comme veut l'accréditer la bourgeoisie

- Les mensonges les plus élémentaires s'effondrent face à une réalité qui met à nu leur imbécillité : lorsque plusieurs millions de chômeurs se retrouvent à la rue, il n'est plus possible de prétendre sérieusement que la "fainéantise" est la cause du chômage ou son corollaire du crétinisme de la petite bourgeoisie, que le "refus du travail" est "positif" pour le prolétariat.

- S'use également l'explication du chômage par la "présence de travailleurs étrangers" quand, après l'expulsion de plusieurs centaines de milliers d'immigrés -notamment en Allemagne- le problème reste entier, quand ces travailleurs sont souvent parmi les plus décidés à engager des luttes.

- Enfin, dans les pays à haute concentration du prolétariat, il est beaucoup plus difficile de disperser les chômeurs dans une masse de "nécessiteux" réduits à une misère sur laquelle la bourgeoisie essaie de jouer dès que la lutte de classe marque le pas.

Tous ces éléments donnent du chômage une compréhension directe qu'il est une menace pour la classe ouvrière dans son ensemble. A cela s'ajoute qu'en perdant l'usine, les chômeurs gagnent la rue : lorsqu'il n'y a plus de doute que les combats des chômeurs sont des combats ouvriers, ceux-ci deviennent un facteur d'unité du prolétariat contre les obstacles et les divisions : contre les revendications catégorielles ou par branches d'industrie, contre les revendications "régionalistes" ou la défense de "son" entreprise, le chômage massif dans la classe ouvrière et les revendications plus générales qu'il suscite sont des facteurs de regroupement et de mobilité au delà de ces divisions. Ceci contribue activement à la prise de conscience de l'unité de classe du prolétariat, à la préparation des conditions subjectives pour les affrontements décisifs.

L'Etat capitaliste ne peut pas se permettre dans une période de combativité de laisser les chômeurs envahir la rue et les quartiers ouvriers. Les réactions spontanées des chômeurs à se battre trouvent en face d'elles de multiples embûches : actuellement déjà, en Hollande, en Belgique, l'Etat constitue sous son contrôle des "comités de chômeurs" pour encadrer les sans-travail, l'Etat essaie d'instituer des journées de travail des chômeurs pour son compte ; en France, par la voix des gauchistes, la bourgeoisie préconise l'embauche des chômeurs par les municipalités. Etc. Face à toutes les recettes de cet acabit destinées à contrecarrer toute tentative réelle des chômeurs à se regrouper, destinées à les atteler à l'Etat avec comme "perspective" camps de travail et embrigadement qui se profilent en filigrane dès aujourd'hui dans des envois de "bénévoles" ici ou là -comme en Bretagne- encadrés par l'armée, le prolétariat ne devra qu'à sa vigilance et à son autonomie politique sa capacité à faire la part entre sa propre lutte directe et les chausse-trappes de la récupération et de la répression de la bourgeoisie. Dans ce combat, les révolutionnaires se démarqueront non par d'autres recettes infaillibles ou achevées mais parce que les plus décidés au regroupement contre toute division et tout encadrement pour mettre en avant les buts généraux du mouvement.

M.G.

Le texte que nous publions ci-dessous est un tract distribué par la section du CCI en Italie 24 heures après l'enlèvement d'Aldo Moro.

AUCUNE SOLIDARITE AVEC L'ETAT-PATRON

• Prolétaires, Camarades,

Depuis l'enlèvement du chef de la Démocratie Chrétienne Aldo Moro et le meurtre par les brigades rouges des policiers qui l'escortaient, le Front Uni des forces bourgeoises a déclenché une attaque massive d'intimidation contre toute manifestation d'autonomie de classe du prolétariat italien. Il est donc fondamentalement important que toutes les organisations révolutionnaires dénoncent cette attaque massive et réaffirme clairement face à la meute hurlante de la bourgeoisie déchaînée : la classe ouvrière ne pourra atteindre ses buts historiques que par le renversement violent de ce système social en putréfaction et de tous ses défenseurs.

gouvernement d'Unité Nationale : Front Uni Antiproiétarien

La marche corrosive de la crise à l'échelle internationale oblige toutes les bourgeoisies à essayer de mobiliser le prolétariat derrière "leur" économie nationale. Ainsi s'expliquent les lamentations sur le thème : "nous sommes tous dans le même barque'! Face à ce noble objectif, toutes les divisions secondaires entre les différantes fractions de la bourgeoisie disparaissent pour faire place à un seul cri : "unité des forces démocratiques"et à un seul programme : "encadrement du prolétariat derrière sa bourgeoisie". Et pour cela, la bourgeoisie est contrainte d'associer au pouvoir ses fractions de gauche -PCI en tête- dont le masque ouvrier peut mieux abuser les travailleurs. Car il n'est pas si facile de convaincre une classe qui retrouve le chemin de sa lutte : on ne compte plus les manifestations"unitaires" appelées par les syndicats -ces organes bourgeois d'encadrement du prolétariat- et qui rencontrent l'indifférence la plus totale des travailleurs.

Mais la crise s'aggrave de jour en jour et pour la bourgeoisie il est de plus en plus urgent de remettre de l'ordre dans ses affaires. Voila l'explication du "virage" syndical dont Lana se fait le défenseur : dire clairement et franchement ce qu'on n'a plus le temps de présenter avec prudence et graduellement. Désormais en faillite, l'économie nationale doit extraire la sueur des ouvriers sans aucune limite et, convaincus ou non, ceux-ci doivent s'y plier.

Dans ces conditions, l'enlèvement de Moro est donc tombé à pic.

La grève générale sur commande

Les mêmes syndicats qui avaient décrété hors la loi toute grève pour la défense des conditions de vie de la classe, ont immédiatement proclamé la grève générale nationale de protestation.

Mais ce n'était pas une grève. C'était en fait, un lock-out de l'Etat-patron imposé aux ouvriers. Et toutes les acrobaties faites par la télévision n'ont pu masquer les refus de nombreux ouvriers de participer à la mobilisation de défense de l'Etat.

Car c'est bien de ça qu'il s'agit, d'une tentative d'entrainer le prolétariat derrière "son" Etat Démocratique et Antifasciste, ce même Etat contre lequel on ne peut faire grève sans se faire traiter de fasciste et de voyou, comme l'ont appris le personnel hospitalier, les cheminots et tous les travailleurs qui ont tenté de réagir aux effets de la crise. Ce même Etat né de la Résistance, qui séquestre dans ses prisons des centaines de camarades, qui met en résidence surveillée les avant-gardes prolétariennes parce que "socialement dangereuses", qui dénonce comme terroristes tous ceux qui n'acceptent pas la paix sociale entre les classes.

Prolétaires, Camarades,

Sur ce point, une FRONTIERE DE CLASSE tracée par le sang de millions de travailleurs, sépare les militants de la classe ouvrière des agents de la bourgeoisie. Tous ceux qui ne rejettent pas avec le maximum de clarté la défense de la " démocratie" et ne la dénoncent pas comme l'instrument le plus perfectionné et le plus infâme d'oppression du prolétariat, tous ceux-là se rangent sans réserve du côté des Lama et des Cossiga.

Maintenant et toujours Résistance !

C'est ce qu'ont crié mer, dans les manifestations, les fonctionnaires bien nourris de la Démocratie-Chrétienne.

"Maintenant et toujours résistance !" ont crié durant des années les pseudo-révolutionnaires en le présentant comme le moyen d'"en finir avec la D.C".

Où étaient-ils ces agents du capital en milieu ouvrier, ces rabatteurs des partis de gauche et des syndicats ? Soit ils ont défilé glorieusement dans les manifestations, jusque dans les rangs des démocrates-chrétiens, pour que leurs banderoles apparaissent à la télévision, soit ils se sont esquivés afin de ne pas se démasquer face aux éléments radicaux qu'ils ont justement pour fonction d'encadrer.

Et l'on ne peut se taire non plus sur la véritable désertion des franges de l'autonomie ouvrière qui se sont contentées de trinquer au"brillant succès du parti armé" (5 policiers à 0)". Ces idiots abandonnent tout net le camp de la classe ouvrière à supposer qu'ils y soient même passés. Face à cet infantilisme et dilettantisme pseudo-révolutionnaire, il faut dire bien haut que des organisations comme les "brigades rouges" n'ont rien à voir avec la classe ouvrière et que leur action ne peutqu' être dirigée contre la classe.

Il ne s'agit pas ici de la bonne foi de ces éléments, ni de leur courage, mais du rôle objectif qu'ils jouent dans la lutte de classe. Tout comme le PCI, ils voient la classe comme un robot qui ne bouge que si des stimuli lui sont appliqués de l'extérieur. Que leur volonté subjective soit d'encourager le cours à la révolution ne compte pas : la classe apprendra à reconnaître ses ennemis dans le feu de sa lutte autonome et non devant le fait accompli par un quelconque comité central combattant.

" Il n'a jamais existé et n'existera jamais un "terrorisme ouvrier". Seuls les écrivassiers de la bourgeoisie peuvent appeler terrorisme les formes violentes des luttes de la masse du prolétariat. La "terreur prolétarienne" qui trouble le sommeil de la bourgeoisie n'est pas le coup de main d'un quelconque Robin des Bois, c'est la lutte de classe même, c'est la classe qui en est le protagoniste et qui fera trembler le monde" (Rivoluzione Internazionale n°ll) janv.78).

Prolétaires, camarades,

Le capitalisme est désormais un système social en décadence, dans lequel il est désormais impossible de lutter pour des réformes partielles ou d'obtenir des améliorations durables. Les deux massacres impérialistes ont démontré que la bourgeoisie n'arrive pas à "résoudre" ses crises, sans déclencher des guerres toujours plus terribles. En essayant d'encadrer le prolétariat autour de la défense de "sa" nation, la bourgeoisie nous prépare le terrain de sa solution : la guerre. Mais la reprise des luttes ouvrières depuis 68, et la maturation qui se développe dans les couches plus avancées de la classe, ouvrent la voie à la solution opposée : la révolution prolétarienne.

Il n'y a d'autre voie : guerre ou révolution, socialisme ou barbarie !

La riposte de la classe ouvrière internationale s'annonce enfin à la hauteur de ses tâches historiques.

Rivoluzione Internazionale

LE PCF, L'AUSTERITE ET L'ORDRE PUBLIC

Il y a quelque temps, le PCF dénonçait la chasse aux sorcières en Allemagne après la mise en place des mesures de contrôle étatique. En France, il avait mis son véto à l'assemblée nationale pour s'opposer à des propositions de lois de même type (Peyrefitte). De même, il a toujours critiqué "sévèrement" la politique d'austérité menée par les social-démocraties anglaise et allemande. Au contraire, par principe de "non-ingérence dans les affaires du parti frère", c'est le silence sur la politique d'austérité du PCI. Et aujourd'hui, après l'enlèvement d'Aldo Moro , le PCF s'est empressé d'apporter son soutien à la "lutte pour l'ordre démocratique et le progrès social" en Italie. Dans l'Humanité, il se fait l'écho des déclarations de ses homologues italiens : "En réalité, dans la situation italienne, le danger ne vient pas du renforcement de l'Etat, mais bien de son affaiblissement", "les citoyens ont le devoir de dénoncer les violents", tandis que les syndicats "réclament notamment l'augmentation des effectifs de la police et leur meilleure utilisation".

Loin de constituer un des tournants du PCF, il s'agit de sa constance dans la défense de l'Etat bourgeois : aujourd'hui en dévoyant les luttes ouvrières dans une situation de parti d'opposition, demain, dans l'arène du pouvoir en essayant "franchement" de convaincre le prolétariat des bienfaits de l'austérité à coups de mesures policières et de répression violente . La situation en Italie nous montre l'avenir des pays où la crise est encore partiellement contenue. Parti du capital national à part entière, le PCF sera une des forces essentielles du maintien de la cohésion de l'Etat bourgeois (comme en Espagne en 36, au Portugal en 75) et ce,même au risque de se dévoiler aux yeux du prolétariat tout entier.

Tout au long du chemin pavé de contradictions qui le rapproche du pouvoir, on verra en France, comme en Italie aujourd'hui, le PCF faire passer au second plan les critiques à la bourgeoisie de droite et aux "grands monopoles", et l'austérité et l'ordre national élevés au rang de vertus ouvrières... pour que se perpétue l'écrasement du travail par le capital.

R.E.

DERRIERE LES SOLDATS DE LA PAIX, LES BRIGANDAGES IMPERIALISTES

En décembre 1977, nous écrivions : "le battage sur la "paix" n'est qu'un paravent à la tentative d'évolution que la situation mondiale impose aujourd'hui au capital au Moyen-Orient. (...) Le général Dayan, héros de la guerre des six jours, l'ultra-nationaliste Begin , le colonel Sadate qui, devenu président, entama la guerre du V.ippour, essaient de se réconcilier sur le dos de ceux qu'ils envoyèrent et renverront quand ils le pourront au massacre ... "
Ils n'ont pas tardé ! Quelques mois de campagne assourdissante sur la "paix", un attentat sanglant vraisemblablement monté de toutes pièces, pour ressouder les rangs de l'unité nationale menacée par les mouvements de grève en Israël et le prétexte est à nouveau trouvé d'une attaque massive sans précédent du camp impérialiste occidental.

•L'attaque israélienne présentée comme surprenante voire contrariante pour les USA, n'est au contraire que la continuation de ses propres manoeuvres. Toutes les opérations militaires israéliennes dépendent de A à Z du soutien logistique américain, en particulier sous la forme de satellites. C'est ce dont Begin a discuté à Washington. La "querelle" Begin-Carter est une farce sanglante aussi éhontée que le bluff meurtrier du ministre de la défense israélien Weizman qui "n'était pas au courant" des "limitations imposées" à l'utilisation de bombes à fragmentation !

Cette attaque a pour objectif de supprimer les trouble-fête que sont les feddayins pour imposer d'une manière ou d'une autre la "paix" impérialiste, c'est à dire la constitution d'un front militaire occidental homogène au Moyen-Orient ; d'intimider la Syrie, qui se rapprochait du bloc russe, pour l'amener à une table de négociation, l'enjeu étant le partage du Liban qu'elle contrôle depuis la "guerre civile" avec l'accord des occidentaux. La bourgeoisie syrienne a très bien compris l'avertissement et ne s'oppose que platoniquement à l'invasion israélienne et soutient la présence des casques bleus.

Dès lors, ayant les mains libres, les américains peuvent, après avoir joué la carte de la "paix" avec Sadate, jouer celle de la guerre avec l'invasion qui, à son tour, fournit une position de force permettant de reprendre le masque de la colombe pour mener à bien les brigandages impérialistes. L'envoi des casques bleus est là pour prétendre à la défroque "pacifiste" sous laquelle se mène une guerre impitoyable contre l'autre bloc, la simple couleur du casque transformant d'un coup de baguette magique, les mercenaires de l'impérialisme en justiciers.

Dans le même temps, cela permet de rassurer les bourgeoisies arabes quant à une répartition équitable des miettes entre les fidèles alliés, en premier lieu, bien sûr, la Syrie, par le pillage du Liban, le sud (grenier du Liban) étant laissé au moins implicitement à Israël tandis que le reste demeure courbé sous la botte syrienne.

Dans ce cercle de fer et de sang, les troupes de choc de l'armée française ont rapidement repeint leurs casques et l'impérialisme français est une fois de plus aux premiers rangs. Après les interventions militaires au Tchad, au Za'ire, en Mauritanie, voici venu le tour du Liban. Ancien protectorat français (jusqu'en 1946), le Liban où la bourgeoisie française a gardé mille liens, l'intéresse depuis longtemps déjà. En 1976, lors de la "guerre civile", Giscard avait déjà proposé ses bons offices en termes clairs, l'envoi d'un corps expéditionnaire, envoi cyniquement justifié par la pitié éprouvée pour ce "pauvre peuple meurtri". Et si cela ne s'est pas fait ce n'est pas faute de bonne volonté, le porte-avions Foch, ainsi que plusieurs unités étant prêts à se joindre à tout moment à la 10ème flotte américaine, croisant alors au large de Beyrouth. Aujourd'hui le voeu est devenu réalité, et sous couvert de casques bleus plus de 1000 "paras" sont déjà sur place et le soutien logistique de la force de l'ONU est entièrement assuré par l'armée française.

L'importance de cette intervention dépasse de beaucoup le nombre de soldats que la bourgeoisie française à envoyés au Liban. Elle est toute entière inscrite dans une stratégie d'ensemble du bloc occidental, notamment en Afrique, stratégie qui converge profondément avec les intérêts propres du capital national français. Contrecarrant le bloc russe, partout où il menace ses intérêts et ceux de son bloc sur l'ensemble du continentafricain, l'impérialisme français tend à consolider ses zones d'influence traditionnelles, à avancer partout où il le peut dans le but d'être le mieux placé possible à l'heure du repartage impérialiste. De plus en plus nettement, la politique étrangère de la France paie en monnaie forte : en soldats. L'envoi des paras au Liban n'est que le dernier volet d'une politique désormais systématique : contre quelques miettes, des armes et de la chair à canon, politique homologue de celle de Cuba pour le bloc soviétique, de celle de l'Arabie Saoudite ou del'Iran pour le bloc occidental.

Ce déploiement permet, à côté des multiples "conseillers militaires" déjà sur place, de mettre au point une force d'intervention toujours plus efficace et redoutable, force qui peut intervenir dans n'importe quel point de l'Afrique, toujours plus rapidement. La part croissante du budget militaire français affecté aux forces d'intervention extérieures dites tactiques, s'inscrit dans ce renforcement croissant du rôle de gendarme efficace de l'impérialisme en Afrique.

Cependant il lui faut absolument justifier ses brigandages auprès des ouvriers français pour pouvoir une nouvelle fois encore opérer la monstrueuse alchimie : l'union du prolétariat et de la patrie, l'identification de ses intérêts avec ceux du capitalisme. De tout temps, la bourgeoisie a masqué ses pires crimes, ses pires forfaits derrière de grands et beaux principes.

Rien n'a changé, et c'est encore avec les mêmes mensonges cyniques, les mêmes mystifications, que la classe dominante tue, pille et fait la guerre ! La bourgeoisie française n'est pas en reste dans le maniement de ces mensonges et

(suite page 7)

LE RENFORCEMENT DU BLOC AMERICAIN

• L'ensemble de la presse, de toutes tendances, tend aujourd'hui à nous présenter l'impérialisme américain en recul aussi bien à travers l'affaiblissement du dollar, que la "difficulté" à faire régner la discipline à l'intérieur de son bloc ou des "revers" récents face au bloc impérialiste adverse.

Avant de suivre de tels raisonnements, la réalité même de l'impérialisme mondial, de la puissance économique des deux blocs devrait nous inciter à plus de prudence. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le produit national brut des USA est égal à 1700 milliards de dollars alors que celui de son concurrent russe n'en atteint pas la moitié, qui représente, lui, 665 milliards de dollars, si on ajoute à cela le PNB des trois principaux alliés des Etats-Unis qui représentent à eux trois (RFA + Japon + France) 1350 milliards de dollars, on voit clairement le déséquilibre qui existe entre les deux blocs impérialistes qui se font face, et lorsqu'on connait la faible productivité du travail en URSS, rien ne vient redresser ce constat d'inégalité.

Pour faire face au moins militairement au bloc rival, les soviétiques doivent donc consacrer une part d'autant plus importante de leur budget à la production d'armement, ce qui vient grever d'autant leur compétitivité sur le marché mondial et affaiblir ainsi leur présence économique.

Dans une telle situation il serait donc vraiment étonnant de voir l'URSS réellement renforcer ses positions aux dépens de son rival américain, même si dans certaines circonstances particulières, ce n'est pas totalement impossible. Que le journaliste qui ne peut rester qu'au niveau des apparences, ou le gauchiste dont le crétinisme bourgeois n'a pas de fond tombent dans un tel piège, cela n'est pas pour nous étonner, que d'autres tel le PIC (1) dont le caractère révolutionnaire ne fait pour nous aucun doute en soit encore à justifier la théorie de l'effritement des blocs, cela est plus surprenant, et montre de quel poids pèse l'idéologie dominante et la propagande bourgeoise sur la conscience des révolutionnaires.

Malgré les milliers d'articles, de déclarations, etc., prétendant le contraire, le contrôle du suzerain américain sur le bloc occidental n'a fait que se renforcer, il suffit pour montrer cela de quelques aspects marquants de ce renforcement ces derniers mois et réfuter ainsi le mensonge bourgeois qui tente de nous masquer la réalité :

- la chute du dollar, loin d'affaiblir l'impérialisme américain, renforce la compétitivité de ses produits sur le marché mondial, fait diminuer ses dettes libellées en dollars et diminue le coût des produits pétroliers indexés au dollar. Une telle situation provoque la grogne chez les partenaires des Américains qui voient leur situation se dégrader d'autant (notamment Allemagne et Japon), mais en affaiblissant leur économie provoque d'autant plus leur dépendance vis-à-vis du tuteur américain, car c'est bien à travers les processus de domination et de dépendance économique que le bloc américain se renforce.

- le récent voyage de Carter en Amérique Latine et en Afrique a souligné deux axes de la politique étrangère américaine : d'une part, pour l'Amérique du Sud, faire pression peu à peu sur les dictatures militaires de manière à les inciter à se doter d'un vernis démocratique, et pour les pays d'Afrique contrôlés par une minorité blanche, obliger ces minorités à laisser de plus en plus de postes gouvernementaux à la bourgeoisie noire. Ces deux aspects continentaux de la politique américaine vont dans le même sens : parvenir à mettre en place des régimes à la structure plus souple, plus capables de faire face à l'instabilité sociale croissante (et, en cela, la dictature démocratique du capital est la plus adaptée), mais aussi mettre en place des régimes qui correspondent mieux aux besoins de la propagande américaine qui met en avant la "défense des droits de l'homme", mystification utilisée à l'échelle mondiale pour préparer la"solution"bourgeoise à la crise économique qui ronge le capital : la guerre mondiale impérialiste.

Les différentes aires de conflits armés entre les deux grands, par sous-fifres interposés : Somalie-Erythrée-Ethiooie. Israël, Palestiniens, pays arabes, Cambodge-Vietnam, sont autant d'exemples de la tension croissante entre les deux blocs impérialistes à la recherche éperdue de nouveaux débouchés et de points d'appui stratégiques.

Les chiffres que nous avons cités montrent la relative faiblesse économique de l'URSS vis-à-vis de son concurrent US; de fait sur ce plan, le bloc russe ne fait pas le poids. Par contre, sur le plan militaire, le bloc de l'Est parvient à se maintenir au prix d'une dégradation de son économie. De ce cercle vicieux surgit le risque grandissant d'un conflit impérialiste, seule manière de rentabiliser de fait le capital investi dans l'armement, par la conquête de nouveaux marchés.

Les USA sont dans une position de force, car ils ont la possibilité de jouer à la fois la carte économique avec laquelle ils sont quasiment sûrs d'être gagnants, et la carte militaire où, cependant, le bloc soviétique peut beaucoup mieux les concurrencer. De cette réalité naît, pour les Etats-Unis, la capacité de jouer ou la carte de la guerre ou celle de la paix, ou les deux à la fois. Mais, de sa capacité de jouer la carte de la paix résulte le poids de la mystification occidentale des Américains qui "ne veulent pas la guerre" face aux russes "bellicistes".

De ce cadre dépend la compréhension et la signification des récents conflits dans la Corne de l'Afrique et au Proche-Orient. Il est en effet troublant de voir la première puissance impérialiste mondiale imposer à la Somalie, son alliée, le retrait de ses troupes de l'Ogaden, ou dénoncer l'intervention israélienne au Sud-Liban. Le capitalisme américain deviendrait-il pacifiste ? Serait-ce une preuve de faiblesse ? Ou cela s'imbrique-t-il dans une stratégie à plus long terme dont les éléments sont en fait masqués par la propagande impérialiste ? Deux conflits récents nous permettent de mieux comprendre la situation actuelle.

Au travers du brusque renversement des alliances dans la Corne de l'Afrique, le bloc américain a acquis le contrôle au travers des fronts de libération érythréen et de la Somalie de Syad Barre, de l'ensemble de la Côte africaine qui surveille la route des grands tankers pétroliers. Ceci acquis, l'Ogaden est de peu d'importance et la cause somalienne dans cette affaire n'est pas des plus faciles à défendre, par contre le littoral érythréen est autrement important d'un point de vue stratégique et beaucoup plus facile à défendre d'un point de vue politique et militaire. Là, il y a peu de chances que l'impérialisme américain recule face à son concurrent russo-cubain. Le massacre sera d'une autre ampleur. Mais, en attendant cette sombre perspective, l'impérialisme américain peut se présenter comme désirant la paix. Et la mystification de la paix est une des plus terribles qui puisse peser sur la conscience des prolétaires, nulle illusion ne doit demeurer sur ce point : paix et guerre, dans la décadence capitaliste, sont deux facettes indissociables d'une même réalité : l'exploitation et la paix capitaliste supposent vite la guerre impérialiste, lutter pour la paix du capital, c'est préparer pour demain la guerre impérialiste. Nous le voyons encore aujourd'hui, à peine le conflit s'est-il atténué provisoirement dans la Corne de l'Afrique, que les impérialismes poussent ailleurs leurs rivalités et réinvestissent leurs forces sur un autre champ de bataille.

Au Moyen-Orient, la Jeune Taupe (1) à la courte vue peut croire que l'intervention israélienne au Sud-Liban s'est faite sans l'aval de Washington, mais lorsque l'on considère la propagande anti-terroriste intensive qui, dans le monde entier, a préparé cette intervention militaire, on peut douter de l'isolement d'Israël dans cette affaire. Chaque fois qu'il y a crime, il faut essayer de voir à qui le crime profite avant de se prononcer. Dans cette affaire, le bloc occidental voit ses intérêts bien renforcés par l'intervention de l'Etat hébreu et Carter peut bien condamner à posteriori l'invasion du Sud-Liban, en fin de compte, les négociations entre Israéliens et Egyptiens continuent, les Palestiniens sont encore affaiblis et la Syrie après de multiples hésitations doit réaffirmer la nécessité des négociations, et sa place dans le camp occidental après l'éclatement du Front du refus, tandis que les forces de l'ONU viennent établir un cordon sanitaire entre Israéliens et Palestiniens.

Dans ces conditions, parler d'un effritement du bloc américain, c'est sur-estimer la capacité de chaque capital national à jouer sa propre carte alors que le lent travail de sape de la crise pousse au contraire chaque pays à se mettre sous la protection dominatrice de plus fort que lui. De plus, voir un affaiblissement du bloc américain vis-à-vis de son rival russe, c'est prendre la propagande occidentale pour argent comptant et tomber dans le pire des pièges : c'est précisément en présentant le bloc russe comme agresseur, et lui-même comme pacifique, que le bloc occidental se prépare à justifier les massacres dont il sera responsable demain.

Ne pas comprendre l'évolution de la situation internationale, où c'est le bloc impérialiste russe qui est en position de faiblesse et le bloc américain qui marque des points vis-à-vis de son rival, c'est mal estimer le poids et les thèmes de la propagande belliciste mise en place et donc être mal placé pour la critique et la dénoncer, c'est prêter le flanc, demain, aux pires erreurs face au danger de la guerre impérialiste

Derrière chaque conflit local, ce qui s'exprime ce n'est pas seulement les intérêts des gangs capitalistes locaux mais fondamentalement la rivalité mondiale des deux blocs impérialistes rivaux. C'est pourquoi, chaque conflit local n'est en fait que le reflet local d'un conflit dont les termes sont à l'échelle de la planète. C'est pourquoi, pour le prolétariat il ne s'agit pas de dénoncer et combattre seulement "son" propre impérialisme, mais il s'agit pour lui de combattre tous les impérialismes, c'est-à-dire combattre la réalité mondiale du capitalisme qui les fait naître.

J.J.

NOTE

1) Organe de "Pour une Intervention Communiste" (PIC)

Erythrée : la préparation d'un massacre

•Dans le brasier de l'impérialisme, la situation en Erythrée vient une fois de plus, s'il y en avait besoin, illustrer l'horreur de ces tueries, de ces massacres qui sont soutenus et justifiés sous le nom de "juste lutte de libération nationale". Alors qu'avec l'unification du capitalisme à l'échelle mondiale, le rôle historique de la bourgeoisie s'est achevé, celle-ci ne peut plus ouvrir comme perspective qu'un renforcement de la barbarie, de la lutte à mort pour le repartage des marchés dans le monde.

En premier lieu, les récents événements dont l'Erythrée est le théâtre, ne peuvent que provoquer l'horreur devant un spectacle insoutenable où des hommes, femmes et enfants sont sacrifiés sur l'autel du profit. Cette guerre, dont la férocité n'est plus à démontrer, esquisse la capacité dans la progression des ravages de la barbarie capitaliste et d'une prochaine extermination de milliers d'êtres humains dans cette partie du globe. Comment la gauche et l'extrême gauche de la bourgeoisie vont, en falsifiant l'histoire de la lutte de classe, appeler le prolétariat à investir sa solidarité dans le soutien d'un camp impérialiste contre l'autre et se faire les complices directs de tels carnages ?

Après la seconde guerre mondiale, en 1950, l'Erythrée "indépendante", après avoir subi l'administration britannique jusqu'en 1947, fut rattachée de force par l'ONU, avec l'opposition de l'URSS, qui en fit "une entité autonome fédérée à l'Ethiopie". En 1962, le gouvernement éthiopien annexe de manière pure et simple l'Erythrée, avec, à nouveau, l'accord des USA et la condamnation de l'Union soviétique. Il est vrai qu'à l'époque, l'Ethiopie n'était pas pro-russe, qu'elle n'était pas en marche vers "le socialisme", qu'il n'y avait pas de "dirigeants authentiques de la révolution" avec, en tête, Mengistu. Comment faire comprendre ce récent volte-face de la part de l'URSS sinon par les tristes réalités d'un monde déchiré de contradictions où les rivalités s'exacerbent afin de conquérir les zones qui deviennent d'une importance stratégique pour l'holocauste mondial qu'essaie de préparer la bourgeoisie ? Depuis 17 ans, la guérilla n'a pas cessé en Erythrée, tantôt combattant avec les Russes et les Cubains (en 69-70, par exemple) contre l'Ethiopie soutenue alors par les américains ou aux côtés des américains ou de leurs alliés contre l'Ethiopie soutenue par l'URSS et Cuba comme aujourd'hui. Il est évident qu'il n'est "pas facile de faire avaler à nos combattants que nos alliés sont devenus nos ennemis, sans que pour autant, d'ailleurs, nos ennemis soient devenus nos alliés", comme le notait un porte-parole du FPLE (front populaire de libération de l'Erythrée). Oui, messieurs les massacreurs, il est difficile de faire avaler que la "lutte pour l'indépendance nationale" n'est en fait que la lutte à mort entre impérialismes pour la conquête de nouveaux territoires.

La thèse classique des trotskystes pour argumenter leur appui à ces massacres prétend que l'affrontement se fait entre un camp "impérialiste" et un camp "anti-impérialiste" ; quand cette analyse devient difficile à faire avaler, comme c'est le cas devant les volte-face de l'Union Soviétique dans la Corne de l'Afrique, ces falsificateurs, pour faire taire les objections, surenchérissent sans fausse honte en disant qu'une lutte nationale qui se heurte aux intérêts du "camp socialiste" cesse d'être juste, puisqu'elle fait "le jeu de l'impérialisme". Mais, en la circonstance, les schémas habituels qu'ils nous présentent peuvent difficilement s'appliquer. Qu'il est loin le temps où ils pouvaient donner leur soutien "critique" au MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) qui dépendait militairement, idéologiquement et économiquement de Moscou et de Cuba ; là-bas "c'était propre" ! Aujourd'hui, leur silence est éloquent et les seuls arguments avancés sont de remettre en cause des évidences : "Pour réelle qu'elle soit, la participation des Cubains ... aux opérations de guerre éthiopienne en Erythrée..." (Rouge du 10/4/78). Oui, c'est difficile, après avoir fait des Cubains le symbole de l'indépendance nationale, de retomber sur ses pieds. Quand décemment on ne peut soutenir l'Ethiopie, voilà ces gauchistes devenir les champions de la défense de l'impérialisme américain, après s'être acharné, dans pratiquement tous les conflits, à défendre le bloc de l'Est. Quel que soit li» camp qu'ils soutiennent, c'est de toute façon la "solution" capitaliste à la crise qu'ils font leur : la guerre impérialiste. Et l'on pourrait parier -si ce n'étaient des massacres inutiles qui étaient en jeu- que ces misérables suppôts du capitalisme rendront plus "critique" encore leur soutien au camp érythréen demain, avec le développement du conflit pour pouvoir justifier encore les carnages impérialistes qui ravagent la Corne d'Afrique.

Les révolutionnaires ne peuvent que dénoncer impitoyablement les chiens de garde du capital qui demain justifieront l'escalade des conflits toujours plus meurtriers. Car si les USA ont "cédé" l'Ogaden, ce désert de pierrailles à l'URSS, c'est que celui-ci n'avait pas l'importance stratégique que peut avoir l'Erythrée avec ses 1000 kilomètres de côte qui permettent le contrôle maritime sur la Mer Rouge. Si jusqu'à présent les USA ont pu bloquer la surenchère militaire (voir article dans ce même numéro), ils pourront pour conserver ce point stratégique de la plus haute importance, avoir recours aux affrontements directs, qui ne pourront qu'entraîner encore plus de massacres dont les victimes ne pourront être que les masses laborieuses et le prolétariat.

La seule position de classe dans ces conflits est celle que cinquante ans de conflits impérialistes quasi-ininterrompus et de domination impitoyable du nationalisme ont enterrée : LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE, SEULE LA REVOLUTION PROLETARIENNE A L'ECHELLE MONDIALE DETRUIRA LES NATIONS.

S.K.

« NON-INDIFFERENTISME » ET ABANDON DES PRINCIPES

•Ce fut l'immense mérite des gauches italienne et allemande, il y a plus de 50 ans, d'avoir affirmé avec force que le terrain électoral ne pouvait plus être un terrain pour l'agitation et la propagande au sein du prolétariat, et qu'en conséquence toute forme de "parlementarisme révolutionnaire" était une pure contradiction dans les termes. Le 4 août 14 marqua la faillite irréversible non seulement des partis social-démocrates mais de toute la tactique parlementarisme révolutionnaire dans le vote unanime de tous les députés socialistes des crédits de guerre. Désormais, les communistes devaient se réclamer résolument du principe de l'abstentionnisme ; s'ils voulaient rester fidèles à leur programme, celui de la révolution prolétarienne d'octobre.

Parmi les quelques groupes se revendiquant aujourd'hui de l'apport de la Gauche italienne surgie en 1919 dans le PSI sous Te nom significatif de "Fraction communiste abstentionniste"se trouve le groupe "Programme communiste", auto-proclamé "parti communiste international". Que le CCI se réclame de l'abstentionnisme révolutionnaire de la Gauche italienne en 1919 -revendiqué d'ailleurs par toutes les gauches communistes de l'époque- il n'en faut pas plus pour que les champions du programme invariant depuis 1848 se dressent du haut de leur parti-cule pour proclamer l'authenticité et la légitimité de leur filiation, avec la Fraction abstentionniste.

Dans leurs derniers numéros du "Prolétaire" (n° 263-264), les "programmistes" se livrent à une attaque en règle du CCI sous le titre évocateur : "abstentionnisme communiste et indifférentisme ultra-gauche", tandis que, simultanément paraît dans "Programme communiste" un article ("sur la voie du parti "compact et puissant" de demain) lui aussi dirigé contre notre Courant (1). De telles attaques du PCI ne sont pas nouvelles depuis deux ans ; elles traduisent non une volonté de confrontation politique entre groupes révolutionnaires, mais une incapacité grandissante à défendre les positions de classe, patrimoine commun de tous les groupes révolutionnaires. Nous nous limiterons dans cet article à la question de l'abstentionnisme révolutionnaire.

Que cherche à prouver "le Prolétaire" ?
1. que notre anti-parlementarisme s'appuie sur des positions éclectiques ou des pétitions de principe ("coup de baguette magique de 1914-18") ;
2. que notre abstentionnisme est "anarchiste" ("phobie de l'isoloir") et purement moral ;
3. qu'en fait, la question de l'abstentionnisme est secondaire, relevant du domaine de la "tactique" et non des principes, notre "refus de tout compromis" n'était qu'une peur "infantile"de "se salir les mains".

I) LA "BAGUETTE MAGIQUE DE 1914-18"

Toute l'argumentation du "Prolétaire" contre notre position abstentionniste de principe consiste à affirmer que nous serions purement et simplement des anarchistes. Le CCI serait comme les anarchistes du siècle dernier, victime de la parlementophobie, d'une sainte horreur devant l'idée "d'une délégation de pouvoirs" à des partis"spécialisés" au parlement.

De telles assertions aussi gratuites... qu'infantiles, de la part de gens qui remplacent l'argumentation politique et théorique par des trépignements rageurs, feront sourire plus d'un lecteur un tant soit peu au courant de nos positions. Pour notre part, nous n'accorderions qu'un sourire indulgent à ces enfantillages, si sous la superficialité des phrases du "Prolétaire" ne se cachait la question fondamentale de l'abstentionnisme révolutionnaire, avec toutes les implications politiques sur le terrain de l'activité révolutionnaire.

Poser de façon marxiste la question, c'est d'abord la poser sur le terrain du matérialisme historique, et non de manière abstraite et a-historique. Force est de constater que le mythe de "l'invariance du marxisme depuis 1848" s'en écarte et transforme le marxisme en une bouillie de concepts métaphysiques détachés de toute détermination historique. Dans le n° 263 du "Prolétaire", les programmistes sont amenés à soutenir que "les principes sont permanents et absolus : ils ne dépendent en aucune manière des situations". On se tromperait en croyant qu'il s'agit là d'une mise en garde contre l'empirisme opportuniste qui transforme le programme en absence de principes pour le dissoudre dars l'immédiatisme. S'il s'agit d'affirmer que le contenu de classe révolutionnaire du programme prolétarien est permanent et absolu sous peine de disparaître, on ne peut qu'être d'accord. Les principes sont les armes de la révolution et le corps même de toute véritable organisation communiste. En fait les principes, comme positions programmatiques, ne sortent pas toutes armés du cerveau de penseurs (conceptions idéalistes) figés dans leur propre éternité. Ils sont au contraire le produit même de l'évolution du capitalisme et surgissent, se développent comme produit de la lutte révolutionnaire ; ils sont le fruit de l'expérience historique de la seule classe capable de tirer les leçons de sa lutte pour forger les armes nouvelles nécessaires à son triomphe définitif sur le capitalisme. Lorsque les "Bordiguistes" ironisent sur la théorie classique léguée par l'IC " de la nouvelle époque de décadence capitaliste et de guerre civile" (Thèses du 11° Congrès) en parlant avec mépris du "coup de baguette magique de 1914-18, ouvrant l'ère des des guerres et des révolutions" ils ne font que tourner le dos résolument à l'histoire.

Ce fut le propre du marxisme au 19° siècle d'avoir affirmé contre les anarchistes que la possibilité de la révolution n'était pas une question d'idées ou de volonté, mais dépendait du cadre historique dans lequel se mouvait la lutte de classe. Antiparlementaristes, les marxistes se distinguaient des anarchistes par leur activité révolutionnaire de propagande politique contre le parlementarisme bourgeois au sein même du parlement. La participation aux élections et à l'activité parlementaire était historiquement possible parce que le parlement était à l'époque encore "le centre de gravité de la vie politique", et le "théâtre d'une lutte pour des réformes et l'amélioration de la classe ouvrière" (Trotsky) ; historiquement nécessaire parce que "dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas encore comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où on ne pouvait pas non plus parler de préparation directe à la dictature du prolétariat, la participation aux élections et à l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, et de critique." (Bordiga, Thèses sur le parlementarisme, 1920)

Dans les mêmes thèses sur le parlementarisme, Bordiga affirmait encore : "Dans la période historique actuelle -ouverte par la fin de la guerre mondiale avec toutes ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise... il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'oeuvre révolutionnaire des communistes..." (thèse 7).

Si nous donnons ces citations de la Gauche italienne en 1920, c'est pour bien montrer que, pour cette dernière, le changement de période, qui irrite tous les programmistes actuels, n'est pas une lubie théorique du CCI, mais la réalité historique de laquelle découle le changement même dans la tactique du prolétariat. Le PCI doit dire clairement aujourd'hui si Bordiga, à l'époque, était lui aussi une victime du "coup de baguette magique de 1914-18, ouvrant l'ère des guerres et des révolutions", Bordiga était-il victime "d'une pétition de principe" ? Et toute la Gauche italienne victime de "l'infantilisme de gauche", en appelant à "rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter, côte à côte, avec les membres de la classe bourgeoise..." ? (thèse 8).

2) ABSTENTIONNISME DE PRINCIPE : abstentionnisme anarchiste ?

Il est nécessaire de démolir l'assertion du PCI, selon laquelle le CCI serait victime de la "phobie de l'isoloir". Si, par là, les "programmistes" entendent la haine du système parlementaire, il faut avouer qu'une telle "maladie" contaminait l'ensemble du mouvement ouvrier déjà au 19ème siècle. Engels parlait déjà du "crétinisme parlementaire". Quant à Marx, il était lui aussi sans doute sujet à de telles phobies, lui qui dénonçait la tromperie du suffrage universel, où il s'agit "de décider une fois tous les 3 ou 6 ans quel membre de la classe dirigeante "représentera" et foulera aux pieds le peuple au Parlement".

Lorsque nous affirmons que les ouvriers ne peuvent s'exprimer comme classe, réduits à l'état d'individus dans le secret de l'isoloir, nous restons parfaitement fidèles à la dénonciation par le marxisme du mensonge de la démocratie bourgeoise, où la minorité bourgeoise "représente" et foule aux pieds l'immense majorité.

Pourquoi, alors, les marxistes n'étaient-ils donc pas abstentionnistes, comme les anarchistes ? Pourquoi participaient-ils donc aux élections, non qu'ils aient un culte des élections, pour autant que les partis ouvriers n'étaient pas encore gangrenés par le crétinisme parlementaire, étaient un terrain pour l'agitation et la propagande révolutionnaire au sein du prolétariat. La confirmation de la justesse de la tactique parlementaire, ce n'était pas le nombre de voix et de sièges obtenus, mais plutôt les immenses foules rassemblées lors des meetings électoraux, le développement et le renforcement du Parti organisant de nouvelles énergies prolétariennes. "Le parlementarisme... fut une arène de la lutte de classe du prolétariat, et cela tant que dura la vie tranquille de la société bourgeoise. Il fut alors une tribune du haut de laquelle nous pouvions rassembler les masses autour du drapeau du socialisme et l'éduquer pour la lutte" (R. Luxembourg, "Die "rote Fahne", 17/12/1918).

Au 19ème siècle, les partis ouvriers étaient des partis de lutte de classe et non des partis spécialisés dans l'activité parlementaire(2). La période historique nouvelle ouverte par la révolution russe a montré que l'unique lieu de rassemblement du prolétariat autour du drapeau du socialisme, son seul éducateur socialiste résidaient dans l'activité révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Le parlementarisme révolutionnaire ne peut plus être un moyen de galvaniser les énergies prolétariennes, mais un moyen de les détourner de la voie révolutionnaire ; car, "à présenb, la lutte de classe fait irruption à visage découvert, le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, il ne leur reste plus qu'à s'empoigner d'une étreinte de fer et à trancher à l'issue de cette lutte à mort" (Rosa, idem).

La question fondamentale, donc, qui se pose aujourd'hui aux révolutionnaires, n'est plus celle du parlementarisme révolutionnaire que l'histoire a tranché, mais de savoir si, oui ou non, l'abstentionisme communiste est un principe ou une tactique contingente. La moindre faille dans les principes communistes qui sont des armes de la révolution, se paie très cher et ouvre la voie à l'abandon des principes.

Le PCI prétend que l'abstentionnisme est une "solution" tactique à la question du parlementarisme "dépendant des circonstances concrètes". Le PCI est ici bien loin de la position de Bordiga en 1920 qui affirmait sans ambiguïté possible que la lutte contre le parlementarisme est "une propagande contre le principe même du parlementarisme" (thèse n°12). Si l'anti-parlementarisme communiste est devenu un principe d'action, sa concrétisation pratique, l'abstentionnisme est lui aussi un principe sinon il faut affirmer que la théorie c'est une chose, et la pratique une autre, sans lien aucun. Alors, le PCI doit revoir totalement les "thèses de Rome" (1922) selon lesquelles la "tactique" découle des principes et lui est étroitement subordonnée. Mieux, il faut qu'il affirme que la "tactique" abstentionniste, c'est-à-dire la pratique active de l'abstention et de la dénonciation des élections est indifférente.

La faiblesse de l'argumentation du PCI, où l'invective gratuite tient lieu de dénonciation (le CCI serait "anarchiste", "stalinien", partisan de la "révolution démocratique, pacifique, graduelle", et nous en passons...), ne peut que souligner leur opportunisme et leur dégénérescence croissants. On en a une idée lorsque Ton lit de plus en plus des phrases du style : "les communistes n'ont pas peur a priori de se salir les mains au contact des institutions et des pratiques de l'ennemi",même si l'on a le bon ou le mauvais goût de préciser : "si cela doit faire avancer la cause de l'émancipation prolétarienne" (Brochure n°9 du "Prolétaire" : "Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises").

Nous donnons acte au PCI : il a allègrement entrepris de se salir les mains, sur la question de l'abstentionnisme. Les couches de crasse, il peut s'en vanter, ont déjà la saveur faisandée du passé et, en s'accumulant. l'immunisent contre toute propreté de mauvais aloi (celle du CCI par exemple, "théoriciens aux mains propres") : participation aux élections italiennes en 1946 et 1948, . aux référendums sur le divorce et les immigrés en Italie et en Suisse, ces dernières années. Et ce n'est pas tout, campagne récente dans le "Prolétaire" (n°262) pour "le droit de vote pour les travailleurs immigrés". Nos terribles pourfendeurs de la démocratie bourgeoise et de ses "droits démocratiques" se délectent de plus en plus du fumier électoraliste. Mais on a encore quelque pudeur virginale à ne pas laisser complètement violée la position abstentionniste : "refuser les discriminations entre travailleurs face au droit de vote ne signifie nullement, pour nous, qu'ils doivent, qu'ils ont intérêt à voter !" On a des poses de sainte-nitouche : ("je ne suis pas celle que vous croyez") ; on gémit : "RI met dans le même sac les élections parlementaires et, par exemple, des référendums" (n° 264).

Pour se justifier, le "Prolétaire" se croit fier d'affirmer son "non-indifférentisme". C'est en fait toute la visior gauchiste qu'il reprend. Au nom du "non-indifférentisme" on en vient à n'être plus indifférent aux mystifications bourgeoises : les référendums de la bourgeoisie, les "droits démocratiques" sous prétexte que les ouvriers ne sont pas indifférents à de telles mystifications. Soyez au moins logiques : si trous n'êtes pas indifférents que les ouvriers obtiennent le"droit au divorce* par référendum, soutenez -comme les gauchistes- les partis de gauche qui ont ce "droit" dans leur programme. Mais n'essayez pas de dissimuler les conséquences politiques de votre position en coupant les cheveux en quatre, en établissant un distinguo subtil entre référendums et élections. La conséquence de votre position est implicitement le frontisme : en signant un tract commun avec les gauchistes , il y a quelques mois, au nom de votre fameux "non-indifférentisme"à la situation des travailleurs immigrés, vous glissez de plus en plus sur cette pente. Quant au "droit de vote des immigrés" que vous exigez pour montrer une prétendue "solidarité de classe" avec les immigrés, il exprime le plus profond mépris pour les ouvriers immigrés. En sorte, pour vous, le droit de vote qui n'est pas bon pour les travailleurs français est assez bon pour les immigrés !

Toute notre campagne actuelle contre le prétendu ;indifférentisme" du CCI (3) n'est qu'un écran de fumée qui cache mal un opportunisme grandissent. L'opportunisme, c'est justement l'abandon de tout principe, et cet abandon, c'est la voie ouverte à toutes les compromissions avec le capitalisme.

Demain, vous irez encore plus loin sur la voie de l'abandon de tout principe. Les véritables communistes ne peuvent qu'affirmer une fois encore que la révolution prolétarienne, à l'époque des guerres et des révolutions, repose sur une conscience claire du prolétariat et de ses organisations politiques du fait que le terrain électoral et parlementaire est un terrain miné pour l'activité de classe. On ne répétera jamais assez que les élections sont aujourd'hui, par leur contenu, une gigantesque mystification, dont le sens est non seulement de détourner le prolétariat de sa voie révolutionnaire mais de l'enchaîner au char du capitalisme en élisant ses prétendus "représentants ouvriers".

L'abstentionnisme communiste n'est pas une phrase creuse, dont on se gargarise le dimanche, et auquel on donne encore de temps à autre un coup de chapeau. C'est un principe d'action vital dans la révolution. Nous faisons nôtre cette constatation de Bordiga en 1920 que la clarté de la propagande non moins que l'efficacité de la préparation à la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les travailleurs".

Ch.

(1) Nous y reviendrons dans la presse du CCI.
(2) Le PCI qui, dans son n° 263, nous présente comme des anarchistes morts de peur devant l'idée d'une "spécialisation" des partis, devrait préciser ce qu'implique sa remarque ironique. Veut-il dire qu'il était juste que les

suite p. 7

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

Aix-en-Provence
Permanence : 17 mai, à 18 h., au Café Le Leydet, Cours Mirabeau.

Bordeaux
Réunion publique : 20 mai, à 17 h., au Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo : "68, DIX ANS APRES".
Permanences : Librairie 33, 26, rue St James, le 6 mai de 10 h. à 18 h. et le dernier samedi du mois, de 16 h. à 19 h.

Clermond-Ferrand
Réunion publique : 26 mai, 20 h. 30 au Café "Le roi du pinard", place des Salins, 1er étage : "LES TACHES PRESENTES DES REVOLUTIONNAIRES".
Permanences : les 1ers et 3èmes mercredis du mois, à la faculté des Lettres.

Dijon
Permanences : 2ème et 4ème jeudis de chaque mois, de 17 h à 18 h 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

Grenoble
Réunion publique : 10 juin : "LES TACHES PRESENTES DES REVOLUTIONNAIRES". (Le lieu sera précisé dans le prochain numéro).

Le Havre
Réunion publique : 20 mai, à 15 h., à la Salle des Sociétés, 56, rue Anatole France (sujet non encore fixé).

Lyon
Réunion publique : 29 avril, à 17 h., au 3, rue Diderot, Lyon 1er : "Les tâches présentes des révolutionnaires".
Permanences : les 3èmes mercredis du mois, de 18 h. à 20 h., même adresse.

Marseille
Réunion publique: 26 mai, à 21 h., Salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire : "MAI 68 : LA REPRISE PROLETARIENNE".
Permanence : 12 mai, même endroit.

Mulhouse
Permanences les 2èmes mercredis du mois à 17 h. à la librairie "La mémoire du futur", 1, Bd du Président Roosevelt.

Nantes
Permanences : tous les derniers samedis du mois, à 14 h., 3, rue Amiral Duchaffault.

Paris
Réunion publique : 27 mai, à 17 h., 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), Paris 13ème : "DIX ANS APRES MAI 68".
Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit.

Rouen
Permanence : 5 mai, 20 h. 30, à la Halle-aux-Toiles.

Toulouse
Réunion publique : 26 mai, 21 h. 48, avenue de la République : "DIX ANS APRES MAI 68".
Permanences: tous les samedis à 14 h 30 au Café "Le Colbert", Pont des Demoiselles.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCION PROLETARIA
Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

INTERNATIONALISM
PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :
IKS
Postbus 452
Nijmegen

INTERNACIONALISMO
Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuela)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 Napoli (Italie)

WORLD REVOLUTION
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.
Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N° 13

- Rapport sur la situation internationale
- La crise dans les pays de l'est l'Est (2ème partie)
- Octobre 17, début de la révolution prolétarienne (2ème partie)
- Marxisme et théorie des crises
- Réponse au PC Int. (Battaglia Communista).

VIENT DE PARAITRE :
Deux brochures en langue française :
-"MOBILISATION ELECTORALE, DEMOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE"
-"NATION OU CLASSE"

INTERVENTION

Nous sommes intervenus dans une réunion de la CNT sur l'autogestion à partir de l'expérience de 36 en Espagne.

Une série de diapositives y a été projeté, faisant le rappel suivant du rôle de la CNT dans ces événements : après avoir appelé le prolétariat à voter pour le Frente Popular, la CNT a repris vigoureusement l'économie en main : expulsion de quelques patrons dont on change la maison en orphelinat pour les enfants de soldats tués au front, laiteries modèles, abolition du papier monnaie remplacé par des bons dans une région de Catalogne, exportation de produits agricoles jusqu'en Scandinavie, armée modèle dont Durutti disait : "Je suis fier de mes hommes"...

De quoi enorgueillir n'importe quel capital national qui fait quelques réformettes pour remettre le prolétariat dans ses chaînes...

Les anarchistes faisaient de cette expérience la plus "haute expérience" du prolétariat. Pour nous, c'est une des plus noires périodes pour la classe ouvrière mondiale. Quand le prolétariat espagnol se soulève, le reste de la classe révolutionnaire est battue, et, Fascisme, Démocratie et Fronts Populaires préparent le monde à la 2ème guerre mondiale. En appelant à soutenir le Front Populaire, la CNT embrigadait le prolétariat espagnol derrière son drapeau. A cet argument, la CNT a répondu qu'il était normal que les espagnols se défendent des ouvriers...nazis ; et que par ailleurs, si le CCI voulait faire une réunion sur la question, qu'il le fasse ailleurs, car problème à l'ordre du jour était, ce soir-là, l'autogestion. Car aujourd'hui comme hier, le projet de la CNT est d'enfermer le prolétariat dans son entreprise, de le rendre concurrentiel à lui-même, et de fait, prône l'auto-exploitation.

Si nous avons pu nous exprimer pendant la réunion (bien que sans pouvoir finir nos interventions), une fois qu'elle fut terminée, la discussion a pris un autre tour qui tenait plus du règlement de compte personnel (agressivité, ironie a-politique), ce qui ne fait que démontrer que la "démocratie" dont se réclame l'anarchisme, ressemble fort à celle du capital : à bout d'arguments, les "libertaires", les "démocrates", les "antidogmatiques" ne sont pas loin des arguments "frappants" !

LIBAN *(suite de la p.4)*

aujourd'hui participe activement à la campagne orchestrée sur la "démocratie", les "droits de l'homme", etc., campagne dont le seul but est de présenter le bloc russe comme l'agresseur totalitaire, assoiffé de sang, afin d'entraîner une nouvelle fois les ouvriers dans une guerre, où, cette fois : l'ennemi, le barbare teuton sera remplacé par le russe.

C'est en Afrique que se dessine cette tentative d'embrigadement du prolétariat.

En Angola l'impérialisme français justifie l'envoi d'armes par la présence des cubains, idem en Somalie. Au Zaïre le même prétexte est invoqué, et partout est brandi le rameau d'oliviers, la colombe, pour dissimuler les chars, les avions et les soldats. Giscard, alors que la France, comme on l'a vu à une place de choix partout où se dispute chaque pouce de terrain en Afrique, en plongeant un peu plus chaque jour l'immense majorité de la population dans une misère sans nom, a même parlé, sans aucune gêne, de "l'Afrique aux africains" !

Au Sahara, ne pouvant pas cette fois utiliser la "présence cubaine", c'est l'anti-terrorisme (les otages du Polisario) qui a servi à justifier le renforcement sans précédent de la présence militaire dans la région.

Au Liban aujourd'hui, ces mercenaires, les tristement célèbres paras, se transforment en ambassadeurs de la paix, alors que leur véritable mission n'est que la continuation de ce qui est commencé par l'invasion israélienne. A petites doses et derrière des prétextes d'humanité et de justice, l'Etat français tend d'abord à faire considérer comme "naturelle" sa présence en Afrique (dans ce cadre, gageons qu'il essaiera d'utiliser au mieux la mort éventuelle de soldats au Liban) pour plus tard tenter d'embrigader dans la prochaine guerre impérialiste en faisant trouver tout aussi "naturel" d'aller s'entr'égorger Doubles besoins sacrés de la mère patrie.

L'impérialisme français, partie prenante de l'impérialisme mondial, ne pourra être abattu que par la lutte générale du prolétariat à l'échelle mondiale. "L'ennemi est dans notre propre pays" disait Liebknecht et la véritable lutte contre la guerre est dans la lutte résolue contre l'exploitation quotidienne, contre tous ceux qui tendent à lier les intérêts du prolétariat à ceux du capital national. Mais face à ceux pour qui ce mot d'ordre révolutionnaire devient unilatéral au risque de les mener au proverbe stupide : "l'ennemi de l'ennemi est notre ami", nous opposons la lutte contre l'impérialisme de toutes les nations capitalistes. L'impérialisme n'est pas l'apanage de "notre" pays ou de certains pays mais le mode de vie du capitalisme aujourd'hui et depuis 60 ans dans tous les pays.

.R.N.

POLEMIQUE *(suite de la p.6)*

partis ouvriers au 19eme sombrent dans l'opportunisme en se "spécialisant" dans l'activité parlementaire ? Veulent-ils dire que le parti de classe est un parti de "techniciens" et de "spécialistes" de la lutte de classe, à la manière bourgeoise, où la machine capitaliste repose sur des corps spécialisés ? Non, messieurs, le parti de classe n'est pas une entreprise capitaliste il est un organe de la classe, et la classe n'est pas un capital que le parti investirait.

3) Cet "indifférentisme", le "Prolétaire" a voulu le voir dans un article de RI intitulé "abstentionnisme : formule de confusion". Nous devons en fait rectifier cette formule à l'emporte-pièce, dont la forme dépasse le contenu. Il est clair que l'"abstentionnisme" anarchiste, mené à grand renfort de campagnes,! exprime la confusion de ces anarchistes qui dénoncent le cirque électoral non pour des raisons de principe mais purement morales.

Lorsque le PCI critique une phrase de cet article où il était dit dans une formule maladroite, qu'"appeler à l'abstention, c'est d'abord accorder beaucoup trop de valeur au jeu électoral", en nous taxant "d'indifférentistes", c'est pour renchérir d'opportunisme en appelant les ouvriers à n'être pas "indifférents" au vote. Il ne dit pas : "Abstentionnisme actif", mais "participationnisme actif" dans les "aires géographiques sous-développées", pour les travailleurs immigrés, dans les référendums, etc. A quand le vote pour tous ?

souscription

A l'heure où la crise frappe avec le plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux. C'est pour pouvoir faire face à ces augmentations que nous sommes contraints d'augmenter le prix du journal à 3 F au lieu de 2 F.

D'autre part, pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
50 F	70 F	90 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
30 F	40 F	50 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LA GAUCHE DANS LA RESISTANCE

• Après l'écrasement des dernières vagues révolutionnaires en Allemagne, puis en Chine, il n'était que trop évident que l'éclatement de la crise de 29 allait déboucher sur un second conflit impérialiste. Moins que quiconque la Russie ne pouvait y entrer sans préparatifs ni alliances les plus favorables à la défense de ses propres intérêts capitalistes. Le Komintern, en train de finir de massacrer les derniers militants prolétariens tout comme Hitler et Mussolini, servit à trouver les pays les plus susceptibles de s'allier avec la Russie. Une fois fait, Moscou ordonna aux "communistes" de cesser toute propagande anti-militariste afin de ne pas affaiblir la défense nationale des pays amis. Un de ces pays "amis" de fraîche date n'étant autre que la France des 200 familles, le PCF dut accepter les conséquences du pacte franco-soviétique de mai 35. Encore lui restait-il à le faire avaler au prolétariat français. Non, celui-ci ne le goba pas comme un oeuf frais, mais montra que la saine tradition anti-militariste -encouragée la veille encore par le PCF- n'était pas définitivement éteinte. Mais la crise cognait à la porte du Parlement et du Sénat, mais la menace de guerre se précisait. Alors la bourgeoisie ne recula pas à sacrifier son aile de droite incapable de satisfaire aux exigences de l'heure : se préparer sérieusement à la guerre et y entraîner le prolétariat.

Oui, la vieille pourriture radicale, qui, depuis le début du siècle gouverne le pays, a bien expulsé plus d'un million et demi de travailleurs immigrés ; a bien renvoyé les ouvriers au foyer, a bien commencé à réveiller l'économie de guerre de l'assoupissement dans lequel l'avait maintenu la droite, mais cela ne suffit encore pas. Ce qu'il faut, c'est un autre type de gouvernement capable de s'adapter aux nouvelles conditions capable de faire front à un environnement hostile. Quel sera ce système de gouvernement bourgeois qui aura la prescience la plus nette du retard ? Quelle sera-t-elle cette forme de dictature du capital qui résoudra la crise politique attestée par la valse des gouvernements toutes les 24 heures ? Qui se paiera le luxe de gagner la confiance des travailleurs tout en les exploitant davantage ? Qui assumera le mieux le bourrage de crâne, cette condition sans laquelle le déclenchement et la poursuite de toute guerre devient impossible ? Eh bie'n, ce sera le Front Populaire déployant le drapeau tricolore de Vanti-fascisme.

Oui, pour pouvoir faire la guerre, notre "douce et belle France" avait besoin de lui comme gouvernement d'union nationale à teinte démocratique donc pluraliste. Utiliser habilement l'extrême droite comme épouvantail ; réhabiliter la démocratie décrépite et ses institutions artériosclérosées ; ramener sous la houlette du berger le troupeau sans âme de la petite-bourgeoisie ; émasculer un prolétariat pas tout à fait impuissant, telle fut l'oeuvre passablement impressionnante du Front Populaire, mixage de stalinisme et de New Deal.

A cette vaste entreprise de spoliation et de mystification, il fallait une phalange particulièrement offensive, un parti différent de tous les autres qui, en tant que tel, réussirait à museler la classe ouvrière pour l'offrir en pâture au dieu de la guerre démocratique. Ce parti ce fut le PCF, ce défenseur intransigeant de tout ce qui touche aux intérêts suprêmes du capital national, ce jacobin porteur infatigable des valeurs françaises, celles qui fructifient en bourse et celles qui pourrissent les cerveaux ; ce défenseur, bec et ongles, de la sainte trinité -Famille-Travail-Patrie- française ; ce parti de la psychologie de guerre à outrance.

Oui, c'est lui qui n'aura pas peur de réclamer une brusque accélération des préparatifs guerriers. Qu'une tranchée de la guerre impérialiste s'ouvre quelque part et le voilà aux avant-postes. Il montre la voie en réclamant, en exigeant des armes, des avions et des tanks pour l'Espagne. Pas seulement en vaines paroles, mais en servant d'exemple par l'enrôlement de ses militants dans les "Brigades Internationales". Tandis que la SFIO empêtrée dans des structures fossilisées et une idéologie antédiluvienne sera toujours louvoyante, adoptant la tactique de "non-intervention", le PCF, lui, aura ce mérite d'avoir su montrer que le capitalisme allait à la guerre et qu'il fallait y préparer le prolétariat avec les mesures les plus appropriées.

Quand éclatent les grèves de juin 36 il met en garde les ouvriers contre la "provocation fasciste" ; quand les ouvriers excédés de la morgue patronale passent à l'action directe, il s'écrie que les patrons de "droit divin", il va de soi agents d'Hitler, en poussant la classe ouvrière à employer l'arme de la grève, ne veulent à aucun prix de la réconciliation de tous les bons français. Lui, parti national, il la veut cette lubrique reconciliation. A qui ne tendra-t-il pas la main ? Même au "croix de feu" lui aussi "fils du peuple" ; même aux patrons qui ne sabotent pas, par défaitisme apatride, leur propre production.

Unité de classe, la réunification des deux CGT ? Gouvernement ouvrier, Blum ? Age d'orale Front Populaire ? Celui qui nous donne la réponse n'est autre que Blum : "C'est vrai, j'ai laissé occuper les usines, mais j'ai toujours gardé la maîtrise de la rue" (Procès de Riom). Et la rue, n'est-ce-pas l'endroit où se joue le sort de toute effervescence sociale, le lieu de rencontre de l'affrontement pour la destruction de l'Etat ? Mais quand ce qui triomphe, c'est la formule thorézienne "Savoir terminer une grève", le prolétariat ne peut plus marcher vers cet affrontement, ne peut plus manifester la volonté de renverser l'ordre social, ne peut plus défier l'Etat dans la rue.

o o o

Qu'était le pacte Laval-Staline ? La confirmation de l'entrée de la Russie dans l'antre des brigands impérialistes de la SDN ! Qu'était le pacte germano-soviétique de non-agression de septembre 1939 ? Une entente entre les deux bandits Staline et Hitler ! Dans les deux cas, il s'agissait surtout de "rouler" le partenaire selon la règle d'un jeu vieux comme le monde. Dans les deux cas, le seul perdant reste le prolétariat et rien que lui. Qu'était le défaitisme révolutionnaire chez les bolcheviks ? Un appel au prolétariat du monde à renverser partout la bourgeoisie en retournant contre elle les armes ! Qu'était celui du PCF lorsque Staline et Hitler, qui avait eu le temps de se faire les dents sur les Sudètes et l'Autriche, se partagèrent la Pologne ? Un soutien à l'impérialisme russe, une position si circonstancielle purement mystificatrice que, lorsqu'enfin Hitler envahit la plaine russe, tout aussi sec le PCF se retrouva en posture ultra-chauvine.

Défaitistes et pacifistes de 39 à juin 1941, les "communistes" se mettent en devoir de se battre contre l'Allemagne pour la défense des intérêts de leur propre impérialisme qui coïncide avec celui de la Russie. D'impérialiste la guerre redevient une guerre de libération de toute l'humanité civilisée contre l'ennemi allemand. Ici, la justice et la liberté, là l'esclavage et la barbarie. Plus que jamais, ils veulent se lier avec tous les patriotes français autour de De Gaulle. Ils forment les toutes premières sections de partisans avec les rescapés des Brigades Internationales. Ils se lancent dans les actes de sabotage et de terrorisme ; pratiquent l'attaque à main armée contre l'occupant.

Dès lors qu'ils font preuve d'authentique patriotisme, que leur détermination à laver la souillure de la débâcle militaire de juin 40 crève les yeux, le PCF et De Gaulle peuvent se mettre d'accord sur l'organisation du soulèvement populaire de la Libération. Si les "communistes" réapparaissent sur la scène politique française, si on les retrouve représentés au Conseil National de la Résistance, c'est en raison de leur disparition définitive en tant que parti du prolétariat et leur passage dans le camp bourgeois. Quand on a déserté, ne serait-ce qu'une seule fois l'internationalisme prolétarien, on ne peut plus jamais y retourner. De test en test, plus probants les uns que les autres, les "communistes" purent s'imposer comme très sûrs gérants du Capital et donner la preuve qu'ils étaient mûrs pour gouverner avec socialistes et gaullistes.

Rien n'a été aussi bien exploité par les puissances démocratiques alliées que les crimes immondes, que les atrocités sans nom commises par le fascisme. Mais celles de la démocratie, pourquoi n'en parle-t-on pas ?

Rappelons les épurations de la glorieuse Libération et ses règlements de compte sordides contre le "sale Boche" et le "collabo". Rappelons le bombardement de Dresde aux bombes à phosphore ordonné par le grand sauveur de la liberté anglaise, Churchill. Rappelons les bombes atomiques américaines sur Hiroshima et Nagasaki. Rappelons le saccage, les viols des troupes russes rentrant dans Berlin. Rappelons les brutalités endurées par les prisonniers allemands dans les camps français de la Sarthe et de Langres. Rappelons que des hommes désarmés ont été battus jusqu'à la mort parce qu'ils avaient été soldats allemands. Rappelons que la majorité des chefs nazis ont été, quant à eux, traités avec tous les égards dûs à leur rang, quand bien même on monta le procès à grand spectacle de Nuremberg.

Six années durant, le monde fut mis à feu et à sang pour son repartage. Le fleuve de la mort charria des dizaines de millions de cadavres d'êtres humains. Et ce gigantesque carnage fut rendu possible parce que les ouvriers abandonnèrent leur lutte de classe pour procéder au sauvetage de la "démocratie" ; parce que de l'autre côté, étroitement encadrés par l'Etat fasciste, ils ne purent relever la tête. Quand les forces de l'Axe s'effondrèrent, la démocratie, exploitant le sentiment anti-boche de ceux qui avaient servi de chair à canon, put mettre un terme à la fraternisation entre les soldats d'occupation et la population allemande. Quand les prolétaires allemands sous l'uniforme se rendirent à leurs vainqueurs de l'Armée Rouge, ils furent exterminés par milliers ou envoyés dans les camps russes.

La IIème boucherie s'est achevée sans que soient apparues de très sérieuses possibilités de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. On avait trop leurré les ouvriers par des victoires qui étaient celles de son ennemi de classe pour le voir surgir en protagoniste de la lutte pour le socialisme. Alors que la révolte contre la faim, la misère et les blessures avait cédé le pas à la fureur chauvine contre le bouc émissaire fasciste, dans les pays fascistes, les prolétaires rompirent l'union sacrée avec la bourgeoisie. On avait là la preuve que c'était la démocratie et non le fascisme qui avait le mieux réussi à écraser "son" prolétariat.

Quand les démobilisés furent rendus à l'usine, ils furent replacés dans les mêmes rapports d'exploitation et de soumission. Pour la reconstruction nationale, ils durent retrousser leurs manches.

Cette guerre a entraîné dans son sillage sanglant toute une clique de "révolutionnaires" anti-fascistes : trotskystes et anarchistes. Las anarchistes se sont engagés dans la résistance pour combattre le "fascisme" de façon individuelle ; les trotskystes, plus conséquents, pour le triomphe de l'Armée Rouge. Qu'ils soient fiers de leur participation à la Résistance, qu'ils tisonnent les restes refroidis du printemps de la démocratie de 36 ! Quand le prolétariat reprendra sa marche en avant, ce sera pour renouer avec la glorieuse tradition d'Octobre et non avec celle des Fronts Populaires ! Non avec le bloc de la résistance mais avec ses armes à lui : son programme de classe et son parti communiste mondial.

R.C.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

●*Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

●*La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.*

●*La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

●*La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

●*Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

●*Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

●*A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

●*Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

●*Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

●*Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.